



Centre du commerce international
C N U C E D / O M C

40 ans de développement
du commerce
1964-2004

ITC/AG(XXXVIII)/202/Add.1
23 février 2005
Français
Original : Anglais

Rapport annuel 2004 *Add.1*

Récapitulation des projets de coopération technique opérationnels en 2004

Groupe consultatif commun du Centre du commerce international CNUCED/OMC
Trente-huitième session
Genève, 18 - 22 avril 2005

Les informations du présent document viennent compléter le Rapport annuel. Leur but est de fournir un aperçu général de tous les projets du CCI (Centre du commerce international) opérationnels en 2004. Des précisions sur chaque projet sont disponibles, sur demande (prendre contact avec Mme E. Bisson, Administratrice principale des relations extérieures, bisson@intracen.org). L'adresse du site Internet correspondant a parfois été ajoutée pour faciliter les références.

Le présent addenda comporte la liste exhaustive des projets du CCI de coopération technique pour chaque région et pour chaque zone interrégionale qui ont été mis en œuvre au cours de l'année.

Cette liste donne également une brève description de chaque projet ; une description extraite de la documentation la plus récente soulignant les principaux objectifs, ainsi que les questions relatives à la stratégie du projet.

Elle comprend en outre un court résumé des résultats atteints pour chacun des projets au cours de l'année. Conformément à la politique de gestion fondée sur les résultats du CCI, ce résumé se rapporte, autant que possible, au(x) succès réel(s) du projet, en relation directe avec son/ses objectif(s), et, dans une moindre mesure, aux activités et aux rendements correspondants.

Le cas échéant, les constatations et les conclusions d'exercices d'évaluation sont également indiquées.

Le regroupement géographique des pays utilisé dans le présent document correspond à celui adopté par le PNUD.

RECAPITULATION DES PROJETS DE COOPERATION TECHNIQUE OPERATIONNELS EN 2004

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
	FONDS GLOBAL D'AFFECTATION (voir aussi le document ITC/AG(XXXVIII)203)	
Premier compte. Canada, Danemark, Finlande, Norvège, Royaume-Uni, Suède, Suisse.	Les contributions au premier compte du Fonds global d'affectation spéciale sont versées à des fins non spécifiées. Le secrétariat du CCI est chargé de leur répartition et informe le Comité consultatif de leur emploi après coup. Ces ressources servent essentiellement à financer des services d'experts et des activités d'élaboration de programme dans les domaines prioritaires approuvés par le Groupe consultatif commun.	Les fonds disponibles dans le cadre du Fonds global d'affectation spéciale, premier compte, ont permis au CCI de renforcer ses capacités en matière de recherche et de prestation de services. Les fonds disponibles ont permis de : • Répondre aux demandes de pays spécifiques en matière d'identification des besoins et d'appui à la réalisation de projets; • Maintenir et renforcer le dialogue avec les partenaires; • Participer à et organiser des réunions d'experts afin d'approfondir la recherche et les stratégies sur des thèmes spécialisés; et • Approfondir la recherche dans certains domaines spécifiques.
Deuxième compte. E-Trade Bridge pour les PME. INT/W2/08A. Allemagne, Inde, Norvège et Suisse	Le but poursuivi par le Programme E-Trade Bridge à l'attention des PME est de créer des entreprises et des secteurs d'activités compétents dans le domaine du commerce électronique, qui soient compétitifs sur le plan international, ainsi que de créer des capacités nationales en commerce électronique au sein des institutions qui les soutiennent. Le programme est modulaire et présente : des rapports de préparation électronique par pays, des réunions de démarrage, Winning With the Web (WWW), des formations en stratégie et le programme e-Nabling the SMEs (Formation des formateurs). Site Internet : www.intracen.org/etradebridge	En 2004, les principales réalisations peuvent être résumées comme suit : • Des rapports de préparation électronique de 19 pays ont été publiés (Afrique du Sud, Bolivie, Cambodge, Equateur, El Salvador, Guatemala, Honduras, Inde, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Ouganda, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Tadjikistan, Trinite-et-Tobago, Turquie, Viet Nam). • Les rapports sur cinq pays (Barbade, Chine, Costa Rica, Jamaïque, Ouzbékistan) sont sur le point d'être publiés et ceux de deux pays (Bangladesh, Mongolie) sont en cours de préparation. • Une recherche approfondie sur document a été réalisée pour 14 pays. Les résultats de la recherche sont disponibles sur un DVD et sur le livre de « Ressources E-Business », contenant des milliers de liens « e-business » pour ces pays. Le composant <i>Winning With the Web</i> (WWW) a été mis en oeuvre à Trinite-et-Tobago et 10 cas de « meilleure pratique » ont été identifiés. • Un programme de « formation des évaluateurs » et une réunion de réseau ont été organisés à Genève. • Le programme WWW/e-Nabling SMEs a été lancé à El Salvador, aux Philippines et en République-Unie de Tanzanie, avec la participation de 90 PME au total.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Deuxième compte. Promotion du commerce Sud-Sud – nouveau cycle INT/W2/09A. Allemagne, Norvège, Pays-Bas, Suède et Suisse.	Programme orienté sur les transactions afin de générer de nouvelles opportunités de commerce entre les pays en développement et les économies en transition. Il se propose d'atteindre quatre objectifs : • La mise en place de jeux de données fournissant des informations sur les opportunités de commerce dans une perspective régionale et, de manière sélective, dans une perspective interrégionale; • L'introduction de technologies sur mesure et d'outils personnalisés dans le cadre de la promotion du commerce Sud-Sud; • La création de nouveaux flux commerciaux ainsi que des arrangements relatifs au commerce; • L'institution de stratégies et de programmes spécifiques dans le cadre de la promotion du commerce Sud-Sud pour une mise en place et une application éventuelle avec ou sans l'assistance du CCI.	En 2004, le Programme de promotion du commerce Sud-Sud a permis les réalisations suivantes : • Production de neuf analyses de flux commerciaux régionaux, sous-régionaux et interrégionaux. • Sous-traitance de 33 études de l'offre et de la demande à des institutions de soutien du commerce et à des consultants nationaux. • Organisation de neuf rencontres acheteurs-vendeurs et autres manifestations de mise en réseau, auxquelles ont participé 694 entreprises de 63 pays en développement et économies en transition – y compris 26 PMA – qui ont comptabilisé un montant de transactions directes supérieur à US\$ 20,2 millions. En plus des séminaires de formation organisés lors de chaque réunion acheteurs-vendeurs, trois ateliers de promotion du commerce se sont tenus en Afrique du Nord et de l'Ouest et dans les pays himalayens.
Deuxième compte. World Tr@de Net (Développement des entreprises et « Programme de Doha pour le développement »). INT/W2/10A. Allemagne, Norvège, Suède, Suisse et Royaume-Uni	Ce programme vise à développer et renforcer les capacités du secteur des affaires des pays en développement et des économies en transition à analyser et répondre aux changements de l'environnement commercial international résultant de l'application des Accords de l'OMC. Dans le contexte du Programme de Doha pour le développement, le World Tr@de Net (WTN) vise à développer et renforcer la capacité du secteur des affaires des pays en développement et des économies en transition à : • Analyser et répondre aux changements intervenant dans l'environnement commercial international résultant de l'application des Accords de l'OMC; • Contribuer de manière significative aux négociations par le dialogue avec le secteur public. Site Internet : www.intracen.org/etradebridge	Le programme a assisté des réseaux de partenaires publics ou privés dans 51 pays membres à analyser les changements concernant les opérations commerciales provoqués par l'évolution du cadre réglementaire du commerce international de l'OMC. L'accent a tout particulièrement été mis sur le renforcement de la défense des entreprises, en préparation aux négociations commerciales ayant lieu dans le cadre du Programme de travail de Doha. Les activités du premier semestre se sont concentrées à remettre sur les rails les négociations de l'OMC après l'échec de Cancun en 2003, tandis que les travaux de la deuxième partie de l'année reflétaient l'avancée décisive en faveur des négociations obtenue par l'« ensemble de résultats de juillet », suite à la Décision du Conseil Général de l'OMC du 1^{er} août 2004. Le Nigéria a rejoint le réseau en avril 2004. Des informations pertinentes pour les affaires et du matériel d'information général ont été préparés et remis aux membres du réseau World Tr@de Net, pour une utilisation nationale et une distribution par le biais des réseaux. Le matériel d'information général comprenait un bulletin d'information mensuel, des rapports semestriels sur l'état d'avancement sur six points clés des négociations en cours, des études de cas et des supports de formation/d'information. Des rapports et publications techniques ont été préparés sur les solutions commerciales, le secteur du textile et de l'habillement, la défense des droits des entreprises et la facilitation du commerce.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Deuxième compte. Programme de Réduction de la Pauvreté basé sur l'Exportation INT/W2/11A. Allemagne, Pays-Bas, Norvège et Suisse	L'Assemblée Générale des Nations Unies s'est fixé la tâche de réduire de moitié la proportion de personnes vivant dans la pauvreté extrême d'ici 2015. Pour contribuer à cet objectif, le CCI a formulé une stratégie pour faire du commerce un moteur pour la réduction de la pauvreté et lance actuellement le Programme de réduction de la pauvreté par l'exportation (PRPE). La méthodologie du PRPE consiste à croiser les produits et les services nécessitant beaucoup de main d'œuvre et ayant des perspectives fortes sur les marchés internationaux à des groupes de producteurs désavantagés, souvent par des partenariats avec les exportateurs locaux. Le programme renforce également la capacité des institutions locales liées au commerce (y compris les ONG) à soutenir ces groupes de producteurs, tout en tenant compte des dimensions femmes et de l'environnement. Des projets sont exécutés dans les pays en développement et les économies en transition ayant un environnement économique et politique favorisant la réduction de la pauvreté par les exportations. Le travail dans les PMA relève de la coordination d'ensemble du Cadre Intégré. Site Internet : www.intracen.org/etradebridge	Onze pays membres ont demandé des contributions financières pour la mise en oeuvre de leurs activités. Les initiatives comprenaient l'organisation de sessions d'information, la diffusion du matériel d'information et les bulletins d'information de <i>World Trade Net</i>, ainsi que des activités de défense des intérêts des entreprises, la mise en réseau pour les négociations commerciales, la participation à des discussions sur Internet et la préparation d'équipes devant apporter leur contribution à des événements régionaux. Trois manifestations régionales de mise en réseau ont été organisées afin d'évaluer les implications commerciales et de partager des expériences entre les membres du réseau : « Textiles et vêtements » (Guatemala) en Amérique latine, « SPS » (Egypte) en Afrique, et « Textiles vêtements » (Sri Lanka) en Asie. Outre la préparation de matériel général d'information à jour, World Trade Net a défini le programme spécifique à chaque région de cinq réunions sur « Le secteur des affaires et le développement » organisées en 2004 (voir les informations dans la rubrique consacrée à cette initiative). En 2004, le programme a initié de nouveaux projets pilotes en Ethiopie (épices) et en Mongolie (produits du bois). Le PRPE intervient aujourd'hui dans neuf pays (trois en Afrique, trois en Asie et trois en Amérique latine). Au Brésil, au Cambodge et à El Salvador, l'approche du programme prouve qu'il existe des possibilités réelles de reproduction du schéma soit au niveau national, soit au niveau sectoriel. Cinq autres demandes de soutien technique PRPE ont été reçues en 2004, portant ainsi le nombre de pays sur la liste d'attente pour de futures activités de coopération technique à 19, sous réserve de mise à disposition de fonds.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
PROJETS DE PAYS ET PROJETS REGIONAUX		
AFRIQUE : Projets de pays		
Côte d'Ivoire. Réforme des marchés publics – composante institutionnelle et développement IVC/38/02A. Côte d'Ivoire	En septembre 2002, la section IPSM (gestion des achats et des approvisionnements internationaux) a conclu un contrat avec le Ministère des finances de la Côte d'Ivoire afin de : • Proposer un cadre institutionnel amélioré pour faciliter la réforme de la passation des marchés publics (PP); • Analyser la réglementation nationale de marchés publics nouvellement rédigée, vérifier sa compatibilité avec le cadre institutionnel amélioré et de ses dispositions avec de meilleures pratiques reconnues à l'échelle internationale; • De compléter, par un ensemble de recommandations, la réglementation de passation des marchés publics afin de profiter pleinement des pratiques nouvellement établies, particulièrement dans le domaine des concessions publiques. Un rapport en six parties répondant à toutes ces problématiques a été rédigé et envoyé à notre homologue ivoirien à la fin du premier trimestre 2003.	La partie active de ce projet a été achevée fin 2003. Les fonds restants devaient être utilisés en décembre 2004 pour la formation d'un cadre supérieur de la « Direction des marchés publics de Côte d'Ivoire » à Genève et en Tunisie. Avec la fin des activités des marchés publics au CCI, cette tournée d'étude sera probablement annulée et les fonds restant seront restitués à la Côte d'Ivoire.
Ethiopie. Projet pour la qualité du café en Ethiopie. ETH/61/86A. Suisse	Le projet vise à l'amélioration de la qualité du café et des efforts de commercialisation y efférents. Il englobe la certification organique, l'enregistrement au système GPS et l'emballage.	La préparation et la mise en oeuvre du projet ont commencé début 2004. Les partenaires locaux (Ministère de l'agriculture) et le CCI ont achevé la formulation du projet en juin 2004. La mise en oeuvre pratique (achat d'équipement de laboratoire, etc.) devrait commencer en 2005.
Ghana PACT Ghana Phase II. GHA/20/94A. Canada	Le PACT du Ghana est localisé dans les bureaux du Ghana Export Promotion Council (GEPC), et fournit une assistance technique dans les domaines suivants : • Renforcement de la capacité de conception des emballages; • Exploitation de nouvelles opportunités d'exportation pour les produits horticoles et artisanaux; • Développement de la capacité de gestion de l'information sur les marchés internationaux par le biais d'Internet; • Renforcement de la capacité de cadres des Affaires étrangères afin qu'ils contribuent aux objectifs et intérêts commerciaux du pays.	Les principales réalisations de 2004 ont été les suivantes : • Les activités d'expansion des exportations horticoles se sont en grande partie terminées au cours des sept derniers mois avec des résultats très positifs. • Un cours de conception d'emballages a été assuré par l'intermédiaire de l'Institut de l'emballage du Ghana nouvellement créé. • La mise au point du portail d'information commerciale destiné aux exportateurs ghanéens et aux acheteurs est en cours.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Kenya. Projet de mise en relation des petites et des micro-entreprises avec les marchés de l'exportation. KEN/04/101A. PNUD	Le projet compte trois produits visant à atteindre des résultats à long terme suivants : • Amélioration de la compétitivité des exportateurs; • Meilleur accès aux marchés d'exportation, y compris les marchés régionaux; • Amélioration des relations entre les petits producteurs et les exportateurs bien établis.	L'étude de faisabilité couvrant la viabilité économique du projet a été achevée, ensemble avec les études de l'offre des secteurs horticole et apicole du Kenya. Un séminaire de formation a été organisé en novembre 2004 à Nairobi pour les producteurs de petites et moyenne taille de ces secteurs, dans le cadre de la préparation de la rencontre acheteurs-vendeurs prévue en février 2005 à Dubaï, à laquelle prendront part des importateurs de la région du Golfe Persique.
Lesotho. Développement du marché et des produits basés sur l'agriculture. LES/04/713A. CCI en tant qu'agence exécutive du Fonds d'attribution administrée du PNUD	L'objectif de ce projet vise à entreprendre une étude de faisabilité du marché et de production pour les exportations de pêches et de champignons du Lesotho, et à créer la capacité d'exportation des produits et de développement du marché pour ces deux produits de l'agriculture. Cela inclut la formation d'agriculteurs villageois (villages de production à l'exportation) et de PME de produits agricoles à la culture de champignons et de pêches de qualité destinés à l'exportation. L'implication d'agriculteurs villageois est une composante intégrale des stratégies de réduction de la pauvreté du Gouvernement du Lesotho.	Les principales réalisations en 2004 ont été les suivantes : • Le planning de la mise en œuvre du projet a été achevé; et • L'étude de faisabilité et les préparatifs pour un tour d'orientation sur les marchés par des représentants du Gouvernement du Lesotho ont été lancés en décembre 2004.
Maurice. Examen du rôle et de la structure organisationnelle du Bureau de normalisation de Maurice. MAR/55/01A. Maurice	L'objectif principal de ce projet est d'évaluation en revue la structure du Bureau de normalisation de Maurice et d'envisager la possibilité de privatiser ses activités commerciales, afin de le rendre plus efficace et rentable.	Un rapport sur l'évaluation du rôle et de la structure organisationnelle du Bureau de la normalisation de Maurice a été finalisé en octobre 2004 et envoyé au Ministère de l'industrie, des services financiers et des affaires des entreprises. Les recommandations contenues dans le rapport sont en cours de mise en œuvre à Maurice.
Mozambique. Vers un stratégie de développement des exportations au Mozambique. MOZ/35/05A. Irlande	Le projet a pour but de créer la capacité de l'Institut de promotion des exportations (IPEX) dans la formulation de stratégies à l'exportation en utilisant le secteur de l'industrie du bois comme secteur pilote. Au cours d'une seconde phase, le projet aura pour vocation d'aider l'IPEX ainsi que les institutions partenaires locales sélectionnées à mettre en œuvre des éléments clés de la stratégie, en fournissant une assistance technique dans des domaines pratiques tels que l'adaptation des produits, l'assurance qualité et la commercialisation, et en impliquant les producteurs pauvres dans la chaîne de valeur d'exportation.	En 2004, le projet s'est concentré sur les réalisations suivantes : • L'évaluation de l'impact environnemental a été achevée; • La collection de bijoux artisanaux et d'objets en bois a été conçue; • Une série de séances de formation a été menée pour la coopération d'artisanat sur bois de Dondo, en s'appuyant sur un nouveau manuel de formation illustré. Cela a permis de former un groupe d'artistes à la production de bijoux; • Des stocks de produits ont été constitués pour les ventes de Noël; et • Des contacts commerciaux ont été établis avec des revendeurs et des magasins touristiques d'Afrique du Sud avec l'appui des sections DTSS et DPMD du CCI.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Nigéria. Programme de stage d'étude CCI/AIESEC INT/90/01A. Hewlett Packard	L'objectif du programme de stage d'Étude internationale CCI/AIESEC est d'améliorer les capacités professionnelles du Bénéficiaire du stage à accomplir les tâches et responsabilités qui lui seront confiées à son retour au Nigéria.	Le bénéficiaire du stage : • a eu la possibilité de se familiariser avec les outils et techniques du développement commercial, en particulier dans les domaines de l'appui au secteur des affaires et des initiatives corrépondantes du CCI; • a pris connaissance d'une sélection d'initiatives du CCI au niveau macro, intermédiaire et micro; • a bénéficié d'une introduction à l'ensemble des outils et services du CCI, en particulier au portefeuille EMDS relative au développement de la gestion des entreprises et aux exportations; • a eu la possibilité de se rendre dans les différents départements de DTSS et DPMD afin d'acquérir des connaissances sur les services de soutien, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et l'analyse de marché stratégique.
Sénégal. PACCIA Sénégal Phase II. SEN/20/95A. Canada	Le PACT au Sénégal vise à renforcer la capacité du secteur privé à participer activement au commerce international et à promouvoir les exportations. Il comporte deux objectifs spécifiques. • Renforcement de la capacité à l'exportation des entreprises sénégalaises par : - La mise à disposition de guide pratiques sur l'exportation comme l'ouvrage «<i>Les clefs de l'exportation</i>» : <i>Manuel de réponses sur l'exportation</i>. - Le développement d'une marque nationale des groupes de produits/services devant être promus en priorité. - L'organisation d'une formation pratique au processus de l'exportation. • Renforcement du positionnement des produits sénégalais sur les marchés européens et canadiens, par l'organisation de missions d'évaluation des besoins et d'identification des partenaires commerciaux potentiels. Le programme est mis en œuvre conjointement par le Ministère du commerce et l'ASEPEX (Association sénégalaise de promotion des exportations).	Les principales réalisations de 2004 ont été les suivantes : • Un accord conjoint a été signé pour la publication et l'adaptation du manuel <i>Les clefs de l'exportation</i> : <i>Manuel de réponses sur l'exportation</i>. L'adaptation a commencé et devrait être terminée mi 2005. • Les travaux préparatoires à l'organisation du premier atelier de formation des entreprises exportatrices ont été lancés. Un consultant national a été recruté afin d'identifier les entreprises actives dans les secteurs prioritaires sélectionnés et qui participeront à la formation. Ces entreprises seront sélectionnées sur la base de critères prédéfinis et d'un questionnaire élaboré par le CCI. Le premier atelier de formation sera organisé en février 2005.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Afrique du Sud. PACT Afrique du Sud – Phase II. SAF/20/96A. Canada	Le PACT Afrique du Sud se concentre sur le renforcement des capacités institutionnelles de Trade and Investment South Africa (TISA), l'agence nationale de promotion du commerce, et repose sur les services d'assistance technique suivants : • Production de guides d'affaires de la série Les clés de l'exportation; • Amélioration du système d'informations commerciales de TISA; • Formation à la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Ces modules gérés par le CCI sont complétés par les modules suivants, gérés par le Bureau de promotion du commerce du Canada – BPCC) : • Mise au point d'un programme de formation pour les représentants gouvernementaux du commerce; • Opportunités de mise en réseau pour les groupes désavantagés de la communauté des affaires; • Tour sur les marchés pour des entreprises sud-africaines sélectionnées, et promotion de relations de marché au Canada.	Les principales réalisations peuvent être résumées comme suit : • Une évaluation et des recommandations ont été faites sur les renforcements des services d'information de TISA; • Un plan a été mis au point pour des services d'information intégrés au Département du Commerce et de l'Industrie, ressemblant différentes unités de référence dans une même structure; • 10 entreprises de cosmétiques sud-africaines ont bénéficié d'un atelier de formation à la gestion de la chaîne de l'approvisionnement, organisé en partenariat avec TISA, le Conseil sud-africain d'exportation de cosmétiques et la Société sud-africaine de contrôle de l'inventaire et de la productivité. La formation venait compléter des audits d'entreprise et la mise au point de plans d'amélioration de la production des entreprises, devant être mis en place avant la mission de marché au Canada (début 2005, module facilité par le BPCC du PACT pour l'Afrique du Sud). Dans son ensemble, il s'agissait d'une initiative pratique et efficace, jugée par le Conseil des exportations d'Afrique du Sud comme la meilleure jamais proposée par TISA.
Ouganda. Suivi de la table ronde sur le commerce : phase pilote du cadre intégré. GLO/02/GO4A. PNUD	Le projet a pour but d'aider les exportateurs à intégrer le système commercial multilatéral et d'aider les responsables de l'élaboration de stratégies à intégrer le commerce au sein des plans de développement et des stratégies de réduction de la pauvreté. Le point essentiel sur lequel se concentrent les efforts est d'aider à la préparation de stratégies sectorielles de produits ayant un bon potentiel à l'exportation, et ce, en appliquant une approche « d'encadrement et de réalisation par soit-même », suivie d'une stratégie nationale à l'exportation. Le projet vise également à fournir une assistance afin de renforcer les Comités interinstitutionnels ainsi que le réseau des formateurs établis dans le cadre du programme JITAP.	Le projet a fourni une assistance technique durant l'année pour développer les grandes lignes de la stratégie nationale d'exportation, ainsi que pour procéder à une analyse de la chaîne de valeur pour les produits clé exportés. Les activités en 2004 ont essentiellement porté sur la préparation d'une stratégie nationale d'exportation et sur le développement d'un programme consécutif à celui du développement du secteur de la soie. La formulation d'une stratégie nationale à l'exportation devrait contribuer directement à l'intégration du commerce aux plans de développement du pays.
République-Unie de Tanzanie. PACT Tanzanie – Phase II. URT/20/99A. Canada	Le PACT de Tanzanie est logé dans les locaux du Conseil pour le commerce extérieur (BET), et fournit une assistance technique dans les domaines suivants : • Développement de nouvelles opportunités d'exportation pour l'horticulture et les épices; • Formation et services consultatifs pour l'amélioration de la conception de l'emballage. Ces activités gérées par le CCI sont complétées par les modules suivants, gérés par le Bureau de promotion du commerce du Canada – BPCC) : • Amélioration des capacités du secteur artisanal; • Développement des capacités de gestion de l'information sur les marchés par le biais d'Internet.	Les activités effectuées dans le cadre du programme PACT Tanzanie sont les suivantes : • Un atelier de formation d'une journée sur les exportations d'épices a été organisé à Zanzibar en novembre 2004; • Un atelier de formation de deux jours sur l'exportation des produits horticoles et des épices a été organisé à Dar-es-Salam en novembre 2004; • Un séminaire conjoint du CCI/BPCC d'une semaine sur l'emballage a été organisé la même semaine (le BET était l'hôte de toutes les formations); • Un annuaire des PME productrices d'épices et de produits horticoles a été mis au point en tant que publication commerciale du BET; • Des matériaux de formation rassemblant les bonnes pratiques agricoles en matière de production de certaines épices et certains produits horticoles sélectionnés ont été mis au point par le Ministère de l'Agriculture.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
République-Unie de Tanzanie. Document de conception pour une étude de diagnostic portant sur l'intégration de la République-Unie de Tanzanie au système commercial mondial. URT/61/88A. Suisse	Le projet vise à aider la République-Unie de Tanzanie à intégrer le système commercial international en établissant des bases approfondies pour un cadre d'Assistance technique liée au commerce (ATLC). Celui-ci pourrait être utilisé comme base par les partenaires du CI pour coordonner l'ATLC en République-Unie de Tanzanie. Cette approche devrait permettre de garantir l'appropriation nationale du processus, de renforcer les capacités de recherche et d'analyse au sein de pays, et devrait résulter en un suivi efficace et concret par la mise en œuvre des résultats de l'étude.	Le premier jet du document de conception (étude préliminaire de diagnostic d'intégration commerciale) a été achevé début 2004 et discuté lors d'une conférence nationale en mars 2004. Des félicitations ont été exprimées pour sa conception « en interne » et pour le recours prédominant à des experts locaux. Les partenaires ont souligné certaines limitations de l'analyse (analyse macro-économique, analyse sectorielle des exportations non traditionnelles, évaluation institutionnelle des agences de promotion du commerce) et suggéré des travaux complémentaires. En mai 2004, la République-Unie de Tanzanie est devenue membre du CI, et a été en mesure de lancer une étude de diagnostic à part entière sur l'intégration commerciale, laquelle est actuellement en préparation par la Banque Mondiale.
AFRIQUE : Projets régionaux		
Relance de l'intégration économique sous-régionale des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC). RAF/02/015A. PNUD	Le projet a pour but d'aider à relancer l'intégration économique des Etats d'Afrique centrale par la diminution des barrières nationales qui entravent la circulation des personnes, des biens, des services, des capitaux et des idées dans la sous-région.	Un atelier visant à sensibiliser la communauté des affaires de la sous-région s'est tenu en août 2004. Le programme s'est également concentré sur la préparation d'une rencontre acheteurs-vendeurs devant être organisée en 2005 dans l'un des pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), lequel sera choisi par les pays partenaires.
Programme conjoint CCI/BPCC de renforcement de la capacité commerciale africaine (PACT). RAF/20/91A. Canada	Ce programme, financé par le Fonds canadien pour l'Afrique, allie des services d'assistance technique du CCI et du Bureau pour le Promotion du commerce du Canada (BPCC) et vise à la promotion des exportations et au renforcement de la compétitivité de sept pays africains. La Phase I du projet comprend des travaux de conception de programmes dans quatre pays pilotes (Ghana, Sénégal, Afrique du Sud et République-Unie de Tanzanie) associés à la mise en œuvre d'activités à impact rapide. La Phase inclura trois autres programmes de pays, plus le développement et la mise en œuvre d'une initiative régionale en faveur des femmes et le commerce.	Trois publications de la série Les clefs de l'exportation ont été finalisées, l'une d'elle (Manuel d'exportation pour les PME) ayant été imprimée et distribuée par Trade and Investment South Africa (TISA). La publication de la série Les clefs du commerce électronique et la Qualité sera sous presse début 2005.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Conception d'un programme de formation PACT/GTI. RAF/20/98A. Canada	Elément préparatoire de l'initiative régionale pour les femmes et le commerce (ACCESS), ce projet facilite le développement d'un ensemble de formations pour les femmes entrepreneurs, combinant l'initiative canadienne « Going Global » au système de gestion des entreprises (SGE) du CCI dans un contexte africain et sensible pour les femmes. Les activités de mise au point des cours impliquent une série de réunions préparatoires de l'équipe de conception des cours et comprennent des experts canadiens et du CCI ainsi que des ressources humaines de divers pays d'Afrique et du secteur privé. Une fois que la version finale de l'ensemble de formation aura été achevée (prévu au deuxième trimestre 2005), le cours sera d'abord dispensé sous forme d'une « formation des formateurs » organisée sur une base régionale, avant d'être introduit par des sessions de formations nationales dans chacun des pays africains sélectionnés.	Une première réunion de l'équipe de mise au point du cours CCI/BPCC à Genève en juin 2004 a produit un plan du cours et des directives de mise au point pour le programme régional pour les femmes et le commerce (ACCESS). Une deuxième réunion de l'équipe a eu lieu fin octobre. A la fin de l'année 2004, environ 70 % du matériel pédagogique était finalisé. Il est prévu que l'ensemble de la formation sera prêt pour la Formation des formateurs en avril 2005.
Programme de promotion du commerce intra-africain. RAF/47/51A. Pays-Bas	Ce projet vise à identifier les opportunités de commerce intra-africain et à fournir une assistance aux entreprises africaines pour tirer parti de ces opportunités. Il met en oeuvre la méthodologie du CCI pour la promotion du commerce interrégional qui identifie systématiquement les opportunités de marché intra-africaines par des analyses des flux commerciaux et des études de l'offre et de la demande, et aide les entreprises africaines à tirer parti de ces opportunités en organisant des rencontres acheteurs-vendeurs. Site Internet : www.intracen.org/ialp	Le programme a contribué à l'organisation de cinq manifestations en faveur du commerce intrarégional dans le continent africain : • Un atelier d'information commerciale et d'analyse de marché pour les IAC (Abidjan, Côte d'Ivoire – février); • Deux rencontres acheteurs-vendeurs sur les industries de l'imprimerie et de la publication en Côte d'Ivoire pour les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) (Abidjan – mai) et pour les pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) (Brazzaville – juillet); • Une plate-forme de négociations d'affaires lors du Sommet Economique africain (AES) (Maputo – juin); • Une rencontre acheteurs-vendeurs sur les produits alimentaires, l'eau, les installations sanitaires, produits ménagers, l'hébergement et les produits de première nécessité (Midrand, Afrique du Sud – octobre); • Un atelier spécifique intitulé « The Perfect match » pour des exportateurs kenyans sélectionnés de produits horticoles et apicoles, visant à les préparer à leur participation à la rencontre acheteurs-vendeurs sur les produits horticoles et apicoles devant se tenir à Dubaï – février 2005. Les rencontres acheteurs-vendeurs ont réuni 159 entreprises de 27 pays africains et ont eu un impact sur les domaines suivants : • Création de liens commerciaux transfrontaliers en Afrique pour toute une gamme de secteurs de production; • Amélioration de la performance opérationnelle des entreprises participantes et leur compétitivité.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Expansion du commerce sous-régional en Afrique australe. RAF/61/71A. Suisse	Il s'agit d'un projet visant à accroître les opportunités de marché pour les produits originaires des pays d'Afrique australe (Angola, Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Swaziland, Zambie et Zimbabwe), afin de contrebalancer les déséquilibres commerciaux actuels.	Le projet s'est concentré sur l'évaluation des capacités exportatrices de l'Afrique du Sud, de Madagascar, du Mozambique, de la Namibie, du Swaziland et de la Zambie dans des secteurs de production pertinents pour les organisations d'aide au développement. Il a également mené la validation du site Internet du Ministère du commerce de Madagascar.
Projet faîtière PACIA/PACT Phase II. INT/20/97A. Canada	Ce projet faîtière inclut la coordination générale du Programme PACT ainsi que la programmation des activités liées à l'Initiative PACT en faveur des femmes et le commerce (ACCESS).	La mise en oeuvre de toutes les activités prévues liées au PACT a progressé sans difficulté, comme l'atteste le dernier rapport soumis en décembre ainsi que la réaction positive du donateur : • Les quatre projets nationaux pilotes sont opérationnels; • Des documents stratégiques pour la supervision et d'évaluation de l'état d'avancement, y compris des questionnaires d'autoévaluation, ont été préparés et approuvés par le donateur; • Le site web du PACT a été mis en ligne; • Le document de programme pour l'initiative ACCESS a été finalisé (Initiative régionale en faveur des femmes et le commerce); • L'analyse de situation a été menée à bien dans tous les pays ACCESS. Les modalités de mise en oeuvre spécifique ont été confirmées pour chacun des pays, suite à des missions de validation.
Expansion du commerce régional entre les états membres de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale et de l'Union économique et monétaire ouest africaine. INT/28/05A (Phase I) et INT/28/06A (Phase II). Agence intergouvernementale de la francophonie	Le projet vise à augmenter les flux commerciaux intra et interrégionaux entre les Etats de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) et de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) par le biais de : • L'identification des contraintes et des opportunités commerciales; • La fourniture d'un appui opérationnel technique et direct aux organisations nationales de promotion du commerce et aux communautés économiques sous-régionales; • L'organisation de deux ateliers de démarrage et de formation; • La création d'une plate-forme pour les transactions commerciales; • La proposition d'une série d'actions prioritaires pour le suivi de l'assistance technique liée au commerce.	Le projet est développé dans la perspective de la mise en oeuvre d'un réseau d'information commerciale régionale et de gestion des entreprises. Il a permis la réalisation de 14 études sur : • La connaissance et l'utilisation des technologies de l'information pour la promotion du commerce; • La formulation d'un plan de formation pour les entreprises du secteur de l'édition. En outre, les activités se sont concentrées sur l'organisation des trois manifestations suivantes : • Un atelier sur l'information commerciale et l'analyse des marchés pour 57 représentants d'institutions nationales de soutien du commerce des états membres de la CEMAC et de l'UEMOA (Abidjan, Côte d'Ivoire – février); • Deux rencontres acheteurs-vendeurs sur la publication et la distribution de manuels scolaires (Abidjan, Côte d'Ivoire – mai – et Brazzaville, Congo – juillet). Ces rencontres ont généré un montant total de US\$ 1,9 millions en termes de transactions commerciales conclues entre les 46 entreprises participantes.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Création de capacités des PME, des IAC et des Gouvernements à promouvoir les exportations de services en provenance de pays africains sélectionnés. INT/47/78A. Pays-Bas	Le programme est conçu afin d'étudier la capacité et la demande du secteur des services, de créer les capacités exportatrices des PME, de proposer aux associations des ateliers de formation de formateurs, d'aider les gouvernements à promouvoir les services, et de mener des activités en faveur de mise en réseau et du commerce intrarégional.	Les études des capacités exportatrices mises au point ainsi que des ateliers de formation de formateurs ont été proposées au Botswana, au Lesotho, au Malawi, en Namibie, au Swaziland et en Zambie.
Projet de stratégie nationale d'exportation au Malawi, en Zambie, en Gambie, au Swaziland et en Ouganda. INT/47/83A. Pays-Bas	Le projet vise à préparer des stratégies nationales d'exportation pour les cinq pays participant au projet et à créer les capacités à gérer ces stratégies.	Des réunions d'engagement vis-à-vis du projet ont été organisées au Malawi, en Zambie et au Swaziland, où le Modèle de stratégie nationale d'exportation (NEST) a été introduit et où des équipes de conception de stratégies des secteurs publics et privés ont été créées. Des feuilles de route ont été préparées pour la réalisation de stratégies nationales d'exportation.
ETATS ARABES : Projets de pays		
Algérie. Appui aux réformes et à la reconstruction du secteur financier et bancaire. ALG/97/001A. PNUD	Le projet fournit une assistance aux secteurs bancaire et financier pour leur adaptation à l'environnement commercial international. Il s'inscrit dans le contexte des réformes de restructuration mises en oeuvre conjointement par le Gouvernement et par le PNUD. Les objectifs directs sont les suivants : • Accès au financement pour les transactions commerciales internationales; • Renforcement des capacités à rédiger des contrats internationaux.	En 2004, le guide <i>Comment approcher les banques</i> a été finalisé. Il constitue la base de l'organisation d'une session de formation pour les entreprises.
Algérie. Etablissement d'un réseau d'information commerciale. ALG/O2/001A. PNUD	L'objectif du projet est d'intégrer l'Algérie dans le SCM, en particulier en renforçant sa capacité à participer aux réseaux commerciaux internationaux. Le projet vise essentiellement à créer un réseau national d'informations commerciales proposant aux opérateurs économiques algériens des informations sur les marchés extérieurs et sur les conditions d'accès.	Promex, qui est devenu Algex suite à un changement institutionnel, a continué de recevoir un appui technique de la part de consultants internationaux et du CCI, en particulier dans le cadre de trois journées d'information commerciales qui ont eu lieu à Alger, Oran et Ghardaia.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Djibouti. Appui pour l'amélioration des capacités MCIA, CCD et ANPI. DJI/04/621A. PNUD	Le projet vise à améliorer les capacités du Gouvernement de Djibouti et du secteur privé à intégrer la dimension du commerce extérieur dans le projet de développement du pays. L'accent est mis sur l'amélioration des capacités institutionnelles des organismes suivants, dont le rôle est essentiel pour le processus d'intégration : • Le Ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat; • L'Agence nationale de promotion de l'investissement; et • La Chambre du Commerce de Djibouti.	Le projet a été approuvé en décembre 2004 et sera mis en oeuvre en 2005.
Jordanie. Projet conjoint CCI-JEA pour la création en Jordanie d'un réseau national de conseillers commerciaux de PME. JOR/89/01A. Association jordanienne des Exportateurs (JEA).	L'objectif principal de ce projet est de créer une capacité nationale en mesure de fournir des services consultatifs et de formation afin d'améliorer la compétitivité internationale des PME jordanienues. Le projet apportera aux conseillers commerciaux les connaissances et le savoir-faire permettant de diagnostiquer et de résoudre les problèmes auxquels les gestionnaires d'entreprises sont confrontés en matière de gestion, d'exportation et d'application au commerce des technologies de l'information et de la communication (TIC). L'objectif est de générer une masse critique de formateurs qualifiés et de conseillers commerciaux ayant les capacités de continuer à fournir des services consultatifs et de formation de manière durable. Le programme renforcera la capacité du secteur privé à offrir des services commerciaux d'une qualité garantie, permettant aux PME de participer pleinement au système commercial multilatéral. Cette phase pilote stimulera le développement d'un réseau national de conseillers commerciaux.	Le CCI a lancé le Programme de conseillers commerciaux certifiés (CTAP), en coopération avec l'Association des exportateurs de Jordanie (JEA), le partenariat des affaires conjoints américano-jordanien (JUSBP) et l'USAID, dans le cadre d'une réunion de démarrage qui s'est tenue en juillet à Amman. La réunion de démarrage a été suivie immédiatement d'un premier atelier pour 29 candidats futurs conseillers commerciaux sur le thème du Système de gestion des affaires de EMDS. La demande semble forte pour ce programme, et la JEA est convaincue qu'il sera possible d'effectuer un deuxième programme prochainement. Le Programme de l'Union européenne en Jordanie est également intéressé pour devenir un sponsor du programme ou pour fournir une formation à son personnel.
Mauritanie. Etablissement d'un centre d'information commerciale. MAU/37/14A. Italie	Le projet vise à contribuer au développement économique du pays par une meilleure intégration au système commercial multilatéral. En particulier, il vise à renforcer les capacités institutionnelles et humaines pour améliorer les recettes d'exportation et rationaliser la gestion de l'importation. Cet objectif global doit être réalisé par l'établissement d'un centre d'information commerciale.	En 2004, le Centre d'information mauritanien pour le développement économique et technique (CIMDET) et la Chambre du Commerce ont été renforcés par les informations données par des consultants nationaux et internationaux ainsi que par des formations, la fourniture de matériel de bureau et de technologie de l'information (TI), et la fourniture de sources d'information complémentaires. Le site Internet du Centre d'information commerciale a été finalisé.
Mauritanie. Assistance à la direction de la promotion du commerce extérieur (DPCE) dans l'exécution du Plan d'action de revue de la compétitivité et de l'intégration commerciale. GLO/03/G02A. PNUD	Le projet vise à renforcer les capacités du gouvernement à intégrer la dimension du commerce extérieur dans la planification du développement du pays. L'accent est en particulier mis sur l'amélioration des capacités de la Direction de la promotion du commerce extérieur (DPCE) dont le rôle fondamental est de mettre en application cette intégration, de participer au processus de négociations et d'effectuer un suivi des accords commerciaux internationaux.	Au cours de l'année écoulée, le projet a permis à la DPCE d'établir des contacts de partenariat avec les organismes de promotion des exportations commerciales dans le Maghreb et en France. Le projet a également bénéficié à la DPCE par le biais de conseils fournis par des consultants nationaux et internationaux, de formation et de fourniture de matériel TI et de bureau, lui permettant de mieux répondre aux attentes du secteur privé.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Maroc. Renforcement des capacités d'assistance aux entreprises exportatrices (assistance préparatoire). MOR/61/70A. Suisse	Le projet vise à renforcer les compétences techniques du personnel du Centre marocain de promotion des exportations (CMPE) et des associations professionnelles en organisant des programmes d'assistance technique pour les entreprises. Ce projet appuie également des actions pratiques visant à développer les exportations des entreprises des secteurs de la métallurgie, de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique.	En 2004, l'Association marocaine de consultants à l'exportation a été renforcée par l'acquisition de matériel de bureau et informatique, et par la fourniture de sources d'information. Un consultant externe a évalué ce projet pilote, et ses conclusions ont été très favorables. Lors de la cérémonie de clôture, les homologues nationaux se sont exprimés en faveur d'une deuxième phase pour ce projet.
Emirats arabes Unis. Développement des exportations de Dubaï – Phase I. UAE/78/01A. Département du Développement économique, Dubaï.	L'objectif de ce projet est d'entreprendre une étude sur le développement des exportations de Dubaï. L'étude : - Examinera la situation existante à Dubaï et définira les besoins en matière de développement des exportations; et - Définira, dans approche axée sur les résultats, des projets, programmes et politiques spécifiques devant être mis en œuvre afin de combler les insuffisances.	La principale réalisation du projet a été la préparation d'une étude sur le développement des exportations à Dubaï, laquelle a fourni des recommandations claires sur les mesures à prendre par le Gouvernement de Dubaï afin de promouvoir les exportations. Sur la base de ces recommandations, les hautes autorités de Dubaï ont décidé de créer un Centre de promotion des exportations.
ASIE ET PACIFIQUE : Projets de pays Bangladesh. Assistance Technique Liée au Commerce : paquet pré Cancun. BGD/75/15A. Commission Européenne.	L'objectif de ce projet est d'assister les négociateurs commerciaux, les responsables politiques, la communauté commerciale et la société civile de Bangladesh à participer aussi efficacement que possible système commercial international, et, en particulier, aux négociations commerciales, afin de : - Renforcer la capacité du Bangladesh à jouer le rôle de coordinateur dans les négociations commerciales pour le groupe des PMA; - Améliorer la participation du Bangladesh aux négociations de l'OMC en cours, conformément au Programme de travail de Doha; - Répondre aux besoins à long terme du Bangladesh dans le domaine du développement humain et institutionnel en matière de politique commerciale; - Renforcer la capacité de la communauté commerciale des affaires à tirer profit des avantages du système commercial multilatéral.	Les principales activités de 2004 ont été les suivantes : - Deux tables rondes avec la DCCI et le CCCI à Dhaka et Chittagong. Les participants, 120 leaders économiques et officiels du gouvernement, ont examiné le résultat de la réunion de Cancun et l'augmentation du nombre d'accord bilatéraux et régionaux. - Deux ateliers ont été organisés conjointement avec la DCCI et le CCCI sur les mesures anti-dumping et sur les mesures commerciales correctives au niveau des marchés exportateurs clés, sur la défense des droits et la mise en réseau des entreprises, sur le textile et l'habillement et sur les obstacles techniques au commerce. - Deux ateliers de formation sur les textiles et l'habillement ont été organisés à Dhaka et Chittagong. Ces deux ateliers de formation de deux jours se sont concentrés sur l'analyse de la concurrence et sur les difficultés de compréhension des mesures commerciales correctives. La deuxième partie de l'atelier impliquait un travail de groupe basé sur l'application de SHAPE, un outil du CCI. A cela s'est ajoutée une formation sur un autre outil du CCI, The FIT. - Deux ateliers de formation sur les mesures SPS ont été organisés conjointement par la DCCI et le CCCI à Dhaka et Chittagong.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Bangladesh. Schéma de développement des compétences en matière de commercialisation pour le secteur du cuir. GLO/02/GO1A. PNUD	Le projet a pour but de sensibiliser les entrepreneurs du secteur du cuir sur les opportunités du marché mondial et vise à renforcer leur capacité en matière de marketing international, de conception de produits et de gestion de la qualité. Un accès amélioré aux informations commerciales ainsi qu'aux renseignements portant sur le marché, de même qu'une amélioration des compétences et des outils de promotion permettront aux entrepreneurs d'établir des contacts avec des partenaires commerciaux sur les marchés internationaux. A titre de résultat, le projet contribuera au développement des exportations du secteur du cuir, une attention particulière étant accordée pour garantir que les activités relatives au projet prennent en considération l'impact possible sur les pauvres.	Le projet était en phase de finalisation. A la demande spécifique du Ministère du commerce, le projet a soutenu la création et l'installation, à Dhaka, Chittagong et Sylhet de trois dispositifs fixes de dépouillement (SFF), un dispositif innovant, bon marché et fabriqué localement en vue d'améliorer de manière importante la qualité des cuirs et peaux.
Cambodge. Création de capacités en matière de réforme commerciale en faveur des pauvres. CMB/02/GO1A. PNUD	Ce projet du CI couvre les besoins relatifs à une politique et aux capacités nationales appropriées y afférent dans le contexte des réformes commerciales en cours ainsi que dans le cadre des défis portant sur la réduction de la pauvreté ainsi que sur le développement humain. Il comporte trois objectifs prioritaires : • Promotion d'un ensemble de partenaires de soutien national plus important pour le commerce et la réduction de la pauvreté; • Amélioration des opportunités pour l'attribution réelle de l'AOD (Assistance officielle au développement) en faveur du commerce, de par des réponses plus marquées de l'offre, et ce dans trois secteurs (agriculture diversifiée et industrie agro-alimentaire, pêcheries en eau douce et métiers de l'artisanat); et • Poursuite des travaux de corrélation de la réduction de la pauvreté, du développement humain et de l'expansion commerciale.	Une matrice de supervision portant sur le CI au Cambodge a été préparée afin d'améliorer la coordination de l'aide des donateurs pour le Cambodge pour le CI.
Cambodge. Appui à la promotion du commerce et au développement des exportations au Cambodge. CMB/61/87A. Suisse	L'objectif principal de ce projet est de créer les capacités de promotion du commerce et de développement des exportations du Gouvernement, des institutions d'appui du commerce et des entreprises exportatrices du Cambodge, en coopération étroite avec la République démocratique populaire lao et le Viet Nam. Les domaines de coopération technique seront les suivants : • Développement de stratégies d'exportation aux niveaux national et sectoriel;	Les réalisations en 2004 ont été les suivantes : • Le processus de formulation d'une stratégie nationale d'exportation a été lancé; • Les exportateurs de plantes médicinales ont été formés au contrôle qualité; • Le cadre d'appui au commerce du pays a été évalué; • Les exportateurs et les producteurs de vêtements ont été formés afin d'améliorer les sources de fournisseurs et la gestion de l'approvisionnement;

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
	• Etablissement d'un réseau opérationnel de soutien du commerce au niveau national entre le Gouvernement, les institutions d'appui au commerce, les associations de produit et les entreprises exportatrices, le tout favorisé par un renforcement des organisations de promotion du commerce; • Amélioration des connaissances, renforcement des compétences et développement des capacités des institutions de formation afin de fournir une formation en promotion du commerce et en développement des exportations aux entreprises exportatrices; • Etablissement d'une capacité d'information commerciale au niveau national, répondant aux besoins spécifiques des institutions d'appui au commerce et des entreprises exportatrices.	• Une évaluation des besoins en matière d'information commerciale a été réalisée; • Des propositions ont été préparées pour le renforcement du Forum cambodgien de la Soie; et • Un projet de manuel à l'attention des représentants commerciaux du Cambodge a été préparé.
Chine. Projet pilote pour le développement d'une industrie de pommes fraîches destinée à l'exportation à Tongchuan City, Province de Shaanxi en Chine. CPR/22/04A. Chine	Le projet aidera la province de Shaanxi à développer une production de pommes destinée à l'exportation par : • L'amélioration de la qualité et le rendement des pommes fraîches à Tongchuan City pour permettre un accroissement des exportations; • La fourniture d'un modèle par lequel les rendements et la qualité des pommes fraîches dans la province de Shaanxi peuvent être améliorées; • La promotion de l'exportation des pommes fraîches sur des marchés sélectionnés en Europe et en Fédération de Russie.	Les principales réalisations de 2004 ont été les suivantes : • Le rendement moyen a augmenté de 37 %; • Le taux moyen de fruits de calibre supérieur a augmenté de 65 %; • La mise en œuvre de EUREP-GAP a fait de grands progrès (harmonisation des normes, contrôle qualité, santé du personnel chargé du traitement des plants, protection de l'environnement et développement durable).
Chine. Développement d'une industrie de la floriculture orientée sur l'exportation dans la province de Yunnan, Chine. CPR/61/75A. Chine et Suisse.	L'objectif poursuivi par le projet est de développer une production de floriculture destinée à l'exportation dans la province chinoise du Yunnan : la création d'un marché central aux fleurs à Kunming afin de réguler les ventes et la distribution des produits issus de la Province; le renforcement de l'infrastructure d'appui existante et le développement d'un noyau d'exportateurs de premier plan en tant qu'entreprises/agriculteurs modèles.	Les principales réalisations de 2004 ont été les suivantes : • Deux gestionnaires d'expédition de fleurs ont reçu une formation sur le terrain aux Pays-Bas; • Ce projet a fait l'objet d'une démonstration comme « exemple réussi » lors de la cérémonie de commémoration du 40^{ème} anniversaire du CCI par le GCC.
Inde. Renforcement des moyens d'action des communautés rurales en vue de l'exportation d'épices issues de l'agriculture biologique en Inde. IND/95/06A. Banque mondiale	Le projet a pour but d'utiliser les villages de production pour l'exportation (VPE), dont les producteurs sont les propriétaires, comme mécanisme permettant d'organiser les petits propriétaires indiens producteurs d'épices, de créer de capacités par intermédiaire de partenaires avec les ONG locales et finalement de fournir aux villages ruraux un accès aux marchés de l'exportation, marchés à plus forte valeur.	Ce projet s'est achevé avec succès en mars 2004. • Trente partenaires du projet ont été formés aux principes du Programme de réduction de la pauvreté par l'exportation (PRPE), afin de garantir la pérennité de l'expérience, à la préparation de plans commerciaux et à la conception de projets bancables. Une Association indienne d'exportateurs d'épices organiques a aussi été créée. Les exportations vers l'Europe d'épices organiques à partir des sites du projet, qui avaient déjà commencé en 2001 (97 tonnes), ont fait un bond à 220 tonnes durant la saison 2003/2004.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
République démocratique populaire lao. Appui à la promotion du commerce et au développement des exportations en République démocratique populaire lao. LAO/61/89A. Suisse	L'objectif principal de ce projet est de créer les capacités de promotion du commerce et de développement des exportations du Gouvernement, des IAC et des entreprises exportatrices, ceci en collaboration technique étroite avec le Cambodge et le Viet Nam, de telle sorte que ces pays puissent, à leur tour, induire une expansion et une diversification des exportations. A cette fin, le projet couvre les quatre domaines principaux de coopération technique suivants : • Développement de stratégies d'exportation aux niveaux national et sectoriel; • Etablissement d'un réseau opérationnel d'appui au commerce au niveau national entre le Gouvernement, les institutions d'appui au commerce, les associations de production et les entreprises, accompagnés par un renforcement des organisations de promotion du commerce; • Amélioration des connaissances, renforcement des compétences et développement des capacités des organismes de formation, afin de fournir aux entreprises exportatrices une formation en promotion du commerce et développement des exportateurs; • Etablissement d'une capacité d'information commerciale au niveau national, répondant aux besoins spécifiques des institutions d'appui au commerce et aux entreprises exportatrices.	• Après trois ans d'activités, le projet a donné des résultats convaincants : un nombre initial de 335 familles dans quatre zones du projet, qui survivaient jusque là de l'agriculture de subsistance, ont amélioré leurs capacités commerciales et adoptés des méthodes agricoles organiques. La réduction des coûts de production et l'augmentation des prix à l'exportation ont aidé à augmenter le revenu mensuel familial de US\$ 10 par mois avant le projet à US\$ 50 aujourd'hui. Le succès du projet a attiré 1 800 familles supplémentaires à y participer. 50 % des bénéficiaires sont des femmes, dont une importante proportion appartient à des groupes tribaux. • Encouragé par ces résultats très positifs, le Gouvernement indien a pris des mesures afin de créer des infrastructures locales de base, telles que des routes, un réseau électrique et une alimentation en eau potable. Le projet a également déclenché l'adoption d'une législation en faveur de la certification organique.
		Les principales réalisations de 2004 ont été les suivantes : • Le processus de formulation d'une stratégie nationale d'exportation a été lancé. • Les exportateurs de plantes médicinales ont été formés au contrôle qualité. • Le cadre d'appui au commerce du pays a été évalué. • Une évaluation des besoins en matière d'information commerciale a été effectuée. Une étude d'évaluation du potentiel à l'exportation du pays a été lancée. • Les exportateurs et les producteurs de vêtements ont été formés afin d'améliorer la recherche de sources et la gestion de l'approvisionnement.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Pakistan. Assistance technique liée au commerce de la CE au Pakistan. PAK/75/17A. Commission européenne.	L'objectif du programme d'ATLC de la CE au Pakistan est de renforcer la sensibilisation des responsables du Gouvernement, du secteur des affaires et de la société civile aux implications des Accords de l'OMC sur l'économie du Pakistan et d'aider le pays à construire les capacités nécessaires pour répondre aux problèmes résultants de sa participation à l'OMC. Il comprend trois modules • Le premier consiste à la création de capacités sur les questions de l'OMC; • Le second porte sur les normes (mis en œuvre par l'ONUDI); et • Le troisième traite de la propriété intellectuelle (par l'OMPI). La CE a chargé le CCI de la coordination de l'ensemble du projet.	Une mission de lancement et cinq missions consultatives d'experts ont été menées (OMC, CNUCED et CCI), il en est résulté des programmes de travaux ajustés pour 2004 et des programmes de formation pour 2004 et 2005, correspondant aux besoins actuels du pays récepteur. Un Centre de référence sur l'OMC a été installé avec succès à Karachi en 2004 dans les locaux du Bureau de promotion des exportations (EPB), et une formation aux banques de données de l'OMC a été réalisée, en plus d'une formation d'introduction SAM aux outils commerciaux du CCI. Les missions d'experts ont aussi identifié le besoin de mettre en place un plan de travail opérationnel pour les Centres de référence de l'OMC, ce qui n'était pas prévu dans le projet à l'origine. Par conséquent, les mois de janvier/février 2005 seront consacrés à la visite du Centre de référence de l'OMC afin de concevoir un plan opérationnel réaliste pour les trois centres de référence envisagés.
Viet Nam. Appui à la promotion du commerce et au développement des exportations de la République socialiste du Viet Nam. VIE/61/94A. Suède et Suisse	Le projet renforce les capacités de VIRTRADE à répondre aux besoins des entreprises exportatrices et de à fournir, de manière substantielle, aux institutions d'appui au commerce et aux entreprises exportatrices des formations liées au commerce, des informations commerciales et des services consultatifs.	En 2004, le projet a exécuté les activités principales suivantes : • Le processus de formulation d'une stratégie nationale d'exportation a été lancé; • Les exportateurs et les producteurs de vêtements ont été formés afin d'améliorer la recherche de sources et la gestion de l'approvisionnement; • Une étude complète d'évaluation du potentiel d'exportation a été lancée; • Une évaluation des besoins en matière d'information commerciale a été effectuée; • Une stratégie d'exportation pour la chaussure et un plan marketing d'exportation ont été préparés.
ASIE ET PACIFIQUE : Projets régionaux		
Développement de la formation à la gestion des achats et des approvisionnements internationaux (ISPM) et des capacités consultatives des pays de l'ANASE et des pays d'Asie du Sud. RAS/61/81A. Suisse	Ce projet a pour but de développer des capacités pérennes de formation et de conseil à la gestion des achats et des approvisionnements internationaux (IPSM) dans les régions de l'ANASE et des pays d'Asie du Sud. Le projet implique le développement des techniques de formation et de conseil des spécialistes locaux en IPSM, ainsi que la mise en œuvre de programmes professionnels de certification. Ce travail est soutenu par le transfert à des organismes de formation locaux de versions génériques du Système de formation modulaire (SFM) en IPSM mis au point par le CCI. Des spécialistes locaux adaptent ces outils et développent des matériels supplémentaires permettant de répondre aux exigences régionales et nationales spécifiques.	Le réseau d'institutions offrant le SFM du CCI sur la gestion des achats et approvisionnements internationaux a été encore consolidé et renforcé : • En 2004, plus de 180 formateurs et consultant ont été formés à l'occasion de 11 sessions organisées dans le cadre de ce projet. • Douze institutions locales de neuf pays proposent désormais une formation basée sur le SFM. En outre, trois pays s'approprient à proposer de tels programmes en 2005. • Le nombre de personnes ayant passé l'examen afin d'obtenir le Diplôme International en gestion des achats et de la chaîne des approvisionnements internationaux (IPSCM) soutenu par le CCI dépasse les 1 200 en 2004 dans les pays couverts par ce projet. • Plusieurs « exemples réussis » ont été rassemblés, démontrant l'impact de la formation dans plusieurs pays. • Deux ateliers régionaux rassemblant les 12 pays plus la Chine ont été organisés pour les formateurs et les consultants en 2004. • La coopération entre les institutions participantes a maintenant commencé avec succès dans toute la région.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Unité de coordination du fonds d'affectation spéciale pour l'Asie. RAS/A1/01A. Commission européenne et CCI/FGAS	Le fonds d'affectation spéciale pour l'Asie (AFT) est le canal par lequel il est possible d'apporter une prestation d'ATLC à court terme rapide en réponse à un besoin immédiat identifié par un gouvernement national ou une organisation régionale. L'appui viendra en complément des programmes bilatéraux et sera en particulier fourni dans le contexte de stratégies de développement appropriées au niveau national ou régional, afin d'être inséré dans les politiques de développement nationales ou régionales, y compris les documents de stratégies de réduction de la pauvreté.	Depuis le lancement de l'ATF en septembre 2004, les partenaires concernés ont été informés de l'existence de cette nouvelle facilité d'ATLC. Un réseau comprenant la CE et des points focaux nationaux a été créé peu de temps après. Jusqu'en décembre 2004, six requêtes de soutien par l'ATF avaient été reçues.
EUROPE ET CCI : Projets de pays		
Kazakhstan. Promotion du commerce au Kazakhstan – Phase I. KAZ/61/90A. Suisse	L'objectif du projet est de renforcer l'expansion et la diversification durables des exportations des PME. Le projet fournit une réponse intégrée et globale de coopération technique aux besoins prioritaires identifiés en coopération avec le Gouvernement lors de la phase préparatoire de ce projet. Les interventions ont été suscitées par la demande. Quatre objectifs immédiats ont été formulés : • Objectif 1 : Améliorer la compétitivité à l'exportation des entreprises du secteur agro-alimentaire, dans des domaines où la compétitivité à l'exportation est déterminée par des activités au niveau de l'entreprise (telles que la conception du produit, la gestion de la qualité ou le marketing). • Objectif 2 : Améliorer l'environnement des affaires pour les exportateurs en renforçant le dialogue entre les partenaires et le secteur public dans le cadre de la préparation d'une stratégie commerciale pour le secteur agro-alimentaire. • Objectif 3 : Renforcer les organisations de services d'appui au commerce en augmentant la qualité et la gamme de leurs services pouvant aider les exportateurs actuels et potentiels à devenir plus compétitifs à l'exportation. • Objectif 4 : Renforcer les institutions de SQAM du Kazakhstan de telle sorte que les exportateurs répondent mieux aux exigences étrangères en termes de normes de qualité.	Réalisations au niveau des objectifs immédiats : • Objectif 1 : Des études et des audits d'entreprises ont été effectués pour le secteur de la transformation des fruits et légumes. Il en est résulté la définition de besoins prioritaires; • Objectif 2 : Démarrage du processus de développement d'une stratégie d'exportation pour le secteur de la transformation des fruits et légumes, par la collecte de données et l'organisation d'un premier atelier de stratégie sectorielle auquel ont participé tous les groupes de partenaires; • Objectif 3 : une liste de contacts et d'informations sur les prestataires de services commerciaux a été établie; • Objectif 4 : La loi sur la réglementation technique a été amendée suite aux recommandations du CCI, un atelier technique évoquant un fort intérêt a été organisé, et une tournée d'étude SQAM a été organisée en Slovaquie et au Royaume Uni.
Kirghizistan. Promotion et développement du commerce. KYR/61/74A. Suisse	L'objectif du projet consiste en l'expansion et la diversification des exportations par des efforts centrés sur le développement des produits et du marché, dans le secteur des produits alimentaires transformés. Le Projet implique des activités préliminaires visant à mettre en place un service pilote d'information commerciale	Grâce à l'appui du CCI et d'autres donateurs, l'Association des transformateurs des fruits et légumes a mis au point une stratégie de marque et des supports de marketing.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Kirghizistan. Promotion du commerce au Kirghizistan – Phase I. KYR/61/91A. Suisse	L'objectif du projet est de renforcer l'expansion et la diversification durables des exportations des PME. Le projet apporte une réponse intégrée globale de coopération technique aux besoins prioritaires identifiés en coopération avec le Gouvernement lors de la phase préparatoire de ce projet. Les interventions ont été suscitées par la demande et sont construites autour de trois piliers, formulés sous forme d'objectifs immédiats : • Objectif 1 : Améliorer la compétitivité à l'exportation des entreprises de deux secteurs prioritaires (à l'origine le secteur agro-alimentaire) dans des domaines où la compétitivité à l'exportation est déterminée par des activités au niveau de l'entreprise (telles que la conception du produit, la gestion de la qualité ou le marketing). • Objectif 2 : Améliorer l'environnement commercial pour les exportateurs en renforçant le dialogue entre les partenaires et le secteur public dans le cadre de la préparation de stratégies commerciales sectorielles et nationales. • Objectif 3 : Renforcer les organisations de services d'appui au commerce en augmentant la qualité et la gamme de leurs services pouvant aider les exportateurs potentiels et actuels à devenir plus compétitifs à l'exportation.	Réalisations au niveau des objectifs immédiats : • Objectif 1 : Des études et des audits d'entreprises ont été effectués pour le secteur de la transformation des fruits et légumes, il en est résulté la définition de besoins prioritaires; • Objectif 2 : Démarrage du processus de développement d'une stratégie d'exportation pour le secteur de la transformation des fruits et légumes, par la collecte de données et l'organisation d'un premier atelier de stratégie sectorielle auquel ont participé tous les groupes de partenaires; développement d'une stratégie nationale d'exportation, qui est proche d'être finalisée; • Objectif 3 : une liste de contacts et d'informations sur les prestataires de services commerciaux a été établie; des activités d'assistance et de formation dans les domaines des OTC et des SPS ont été fournies.
Roumanie. Renforcement des capacités d'exportation de la Roumanie ROM/00/001A. Suisse et PNUD	L'objectif du projet est de développer et de diversifier les exportations roumaines par le biais d'une assistance au Centre roumain du commerce extérieur (RFTC), en particulier dans le domaine de l'information commerciale et de l'analyse de marché, ainsi que par la mise au point de produits d'exportation et au développement de marchés (dans les secteurs des textiles et des vêtements et dans celui des meubles en bois). Le projet comprend le renforcement de la capacité de deux organismes de formation spécialisés et une assistance directe à des entreprises sélectionnées. Le projet contribue également à l'élaboration par les pouvoirs publics d'un programme de promotion des PME en procédant à une étude comparative des programmes de ce genre existant dans d'autres pays.	Les principales réalisations en 2004 ont été les suivantes : • La capacité du Centre roumain du commerce extérieur a été renforcée par l'amélioration de son site Internet (activité en cours). • Les entreprises du secteur du textile et de l'habillement ont eu la possibilité de présenter leurs nouveautés en matière de design, développées dans le cadre du projet, à des représentants d'acheteurs internationaux. • Le laboratoire de test de meubles de L'institut national du Bois a été équipé d'une technologie de test moderne, et le personnel a été formé à son utilisation. Il est désormais en mesure de tester les meubles conformément aux normes européennes.
Evaluation ROM/00/001A : Ce projet de 4 ans a amélioré les connaissances et les capacités de deux institutions sectorielles (IMOD et INL), ainsi que le Centre roumain de promotion du commerce à fournir des services de développement des exportations à la communauté des affaires. Il a également aidé les entreprises de vêtements et de meubles en bois à diversifier leurs gammes de produits, à pénétrer de nouveaux marchés et à augmenter les ventes à l'exportation. Les réalisations de ce projet ont servi de base pour la mise au point d'un nouveau projet de développement des exportations du CCI en Roumanie. Suite à cette évaluation de projet réalisée en septembre 2004, il est apparu que seuls la continuité et un suivi permanent permettaient d'obtenir des résultats tangibles – aussi bien au niveau des entreprises que des prestataires de services.		

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Tadjikistan. Promotion du commerce du Tadjikistan. Phase I. TAJ/61/92A. Suisse	L'objectif du projet est de renforcer l'expansion et la diversification durables des exportations des PME. Le projet apporte une réponse globale intégrée de coopération technique aux besoins prioritaires identifiés en coopération avec le Gouvernement lors de la phase préparatoire de ce projet. Les interventions ont été suscitées par la demande et sont construites autour de trois piliers, formulés sous forme d'objectifs immédiats : • Objectif 1 : Améliorer la compétitivité à l'exportation des entreprises de deux secteurs prioritaires (à l'origine le secteur agro-alimentaire) dans des domaines où la compétitivité à l'exportation est déterminée par des activités au niveau de l'entreprise (telles que la conception du produit, la gestion de la qualité ou le marketing). • Objectif 2 : Renforcer les organisations de services de soutien commercial en augmentant la qualité et la gamme de leurs services pouvant aider les exportateurs actuels et potentiels à devenir plus compétitifs à l'exportation. • Objectif 3 : Améliorer l'environnement commercial pour les exportateurs en renforçant le dialogue entre les partenaires et le secteur public dans le cadre de la préparation de stratégies commerciales sectorielles et nationales.	Réalisations au niveau des objectifs immédiats : • Objectif 1 : Des études et des audits d'entreprises ont été effectués pour le secteur de la transformation des fruits et légumes. Il en est résulté en la définition de besoins prioritaires; • Objectif 2 : Une étude de faisabilité a été effectuée pour une centre national du commerce; l'établissement de l'organisation Dushanbe a été approuvé par le Gouvernement national, ainsi que celui d'un organisme similaire par le gouvernement de la province de Khujaud; les dispositions juridiques et financières pour l'installation ont été prises par le Gouvernement; des activités de formation en SQAM ont été menées pour les entreprises et le personnel de l'organe national de normalisation, dans la capitale et des les provinces; une tournée d'étude en SQAM a été organisée en Slovaquie et au Royaume Uni; • Objectif 3 : Démarrage du processus de développement d'une stratégie d'exportation pour le secteur de la transformation des fruits et légumes, par la collecte de données et l'organisation d'un premier atelier de stratégie sectorielle auquel ont participé tous les groupes de partenaires.
Turquie. Création de capacités CCI-TTN INT/69/01A. Points commerciaux A.S de l'Assemblée commerciale des exportateurs turcs (TTN)	L'objectif d'ensemble est de créer une capacité nationale pouvant fournir des services consultatifs et de formation afin d'améliorer la gestion des exportations et la capacité électronique des entreprises et des exportateurs turcs. Cette capacité sera mobilisée pour fournir de savoir-faire et des techniques visant à améliorer la compétitivité des produits et les compétences turcs sur les marchés mondiaux. Le projet se déroulera en trois phases et durera au total deux ans : • Au cours de la Phase 1, l'équipe de projet du CCI établira les structures institutionnelles, fournira une formation technique et de gestion aux experts en développement des entreprises et aidera à mettre au point des programmes de formation pour les formateurs et les consultants affiliés au TTN. • Au cours de la Phase 2, le CCI et les experts formés au cours de la Phase 1 formeront les conseillers en développement de gestion et assureront le démarrage des services de formation et de conseils pour les exportateurs. • Durant le Phase 3, le CCI et les formateurs (à la fois experts et conseillers) formeront les gestionnaires des entreprises.	En 2004, le projet s'est concentré sur les réalisations suivantes : • Mise en place du programme de création de capacité. Vingt formateurs et consultants ont été formés. • Cinq ateliers ont eu lieu afin de transférer le savoir-faire et les outils de support servant à évaluer la gestion, les exportations et le potentiel électronique des entreprises. • Une série d'interventions ont été recommandées aux entreprises qui s'appuient sur des évaluations des entreprises par les participants utilisant les outils d'évaluation. Etant donné les résultats satisfaisants de la première phase, une proposition pour une deuxième phase est en cours d'élaboration.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Ouzbékistan Promotion du commerce de l'Ouzbékistan – Phase I. UZB/61/93A. Suisse	L'objectif du projet est de renforcer l'expansion et la diversification durables des exportations des PME. Le projet fournit une réponse globale et holistique de coopération technique aux besoins prioritaires identifiés en coopération avec le Gouvernement lors de la phase préparatoire de ce projet. Les interventions répondent à la demande et sont construites autour de trois piliers, formulés sous forme d'objectifs immédiats : • Objectif 1 : Contribuer à la mise au point d'une stratégie sectorielle de développement commercial, en s'assurant de la participation des secteurs publics et privés au processus. • Objectif 2 : Renforcer les organisations de services de soutien commercial en augmentant la qualité et la gamme de leurs services pouvant aider les exportateurs potentiels et actuels à devenir plus compétitifs à l'exportation. • Objectif 3 : Améliorer la compétitivité à l'exportation des entreprises de deux secteurs prioritaires (à l'origine le secteur agro-alimentaire) dans des domaines où la compétitivité à l'exportation est déterminée par des activités au niveau de l'entreprise (telles que la conception du produit, la gestion de la qualité ou le marketing).	Réalisations au niveau des objectifs immédiats : • Objectif 1 : Démarrage du processus de développement d'une stratégie d'exportation pour le secteur de la transformation des fruits et légumes, par la collecte de données et l'organisation d'un premier atelier de stratégie sectorielle auquel ont participé tous les groupes de partenaires. • Objectif 2 : La loi sur la réglementation technique a été amendée suite aux recommandations du CCI, un atelier technique suscitant un fort intérêt a été organisé; une tournée d'étude en SQAM a été organisée en Slovaquie et au Royaume Uni, et une liste de contacts et d'informations sur les prestataires de services commerciaux a été établie. • Objectif 3 : Des études et des audits d'entreprises ont été effectués pour le secteur de la transformation des fruits et légumes. Il en est résulté la définition de besoins prioritaires.
EUROPE ET CEI : Projets régionaux		
Atelier OCDE. RAF/57/01A. OCDE	En collaboration avec l'OCDE, le projet vise à former les IAC et les PME de sept économies en transition.	Une formation a été fournie aux gouvernements et entreprises de services en Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, République de Moldova, Roumanie, Serbie et au Monténégro.
AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES : Projets de pays		
Bolivie. Coopération technique multifonctionnelle pour la promotion et le développement des exportations. BOL/61/80A. Suisse	Ce projet se concentre sur : • La mise au point et la promotion de produits destinés à des marchés traditionnels et potentiels, en vue de développer les exportations de secteurs identifiés comme ayant un très fort potentiel d'exportation, à court ou moyen terme; • Le développement d'une capacité nationale en matière de gestion de l'entreprise et de commerce extérieur; et • L'établissement ou le renforcement des mécanismes pour la promotion et au développement du commerce extérieur, dont un réseau d'institutions publiques et privées dans le secteur du commerce.	Le projet a amélioré de manière substantielle les capacités nationales en matière de : • Développement des ressources humaines liées au commerce; • Gestion de l'information commerciale; • Emballage pour l'exportation et qualité; • Aspects institutionnels de la promotion des exportations; et • Marketing international.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Brésil. Renforcement de la compétitivité des entreprises brésiliennes par l'exportation et la promotion de l'investissement. BRA/99/031A. PNUD	Le projet vise à renforcer la compétitivité internationale des entreprises brésiliennes, en particulier des PME, en vue d'accroître leur part dans les exportations brésiliennes et d'élargir ainsi la base de l'offre à l'exportation et de renforcer les relations avec les acheteurs et les investisseurs étrangers dans certains secteurs sélectionnés.	Le projet a fourni l'accès aux outils TradeMap, Investment Map et Market Access Map à tous les souscripteurs de BrazilTradeNet, ainsi qu'un accès à Product Map au réseau du Ministère brésilien des relations extérieures.
Haïti. Renforcement des capacités nationales à exporter des fruits tropicaux, et initiative pilote visant à réduire la pauvreté par les exportations de mangues. HAI/37/16A. Italie	Ce projet vise à : • Appuyer la promotion des exportations de mangues, par une meilleure connaissance des contraintes et des opportunités offertes par l'offre nationale et la demande internationale; • Fournir un appui technique aux parties concernées de telle sorte qu'elles puissent mieux comprendre les contraintes inhérentes aux marchés extérieurs et mieux tirer profit des opportunités de ces derniers; et • Aider les communautés dans le besoin à organiser et renforcer leurs capacités de production conformément aux normes de qualité des marchés de l'exportation, et à négocier de meilleurs prix.	La mise en oeuvre a commencé fin novembre 2004. Dans un premier temps, une étude de l'offre a déjà été entreprise. Cette étude a confirmé la pertinence des activités du projet et fourni des données précieuses pour le plan de travail de 2005 de ce projet. Enfin, un comité de pilotage national et un bureau de projet ont été constitués.
Haïti. Suivi de la table ronde sur le commerce : Phase pilote du CI. GLO/02/GO3A. PNUD	Renforcement institutionnel (cadre juridique, information commerciale), étude de l'offre, stratégie de promotion des exportations, formulation de la politique commerciale (en collaboration avec la CNUCED et l'OMC).	Ce projet a posé les bases de la réforme du droit national des affaires et permettra d'exploiter le potentiel du marché de la mangue afin de continuer à poursuivre le développement des exportations. Il a aidé à mobiliser des ressources pour un nouveau projet national de développement de l'exportation de mangues (voir le projet HAI/37/16). Ce projet a aussi contribué à développer les capacités nationales dans des domaines tels que l'information commerciale et la recherche de marché stratégique.
AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES : Projets régionaux		
Fonds bilatéral Pérou-Equateur – Evaluation des besoins. PER/94/01A. Equateur et Pérou	Ce projet entreprend une évaluation des besoins au nord du Pérou et au Sud de l'Equateur et est financé par le <i>Fondo Binacional para la Paz y el Desarrollo</i> de l'Equateur et du Pérou.	Une proposition de projet a été formulée et communiquée auprès des sources potentielles de financement.
Amélioration de la gestion des achats internationaux et des approvisionnements en Bolivie, en Colombie et au Pérou. RLA/58/06A. Espagne	Formation des futurs formateurs en gestion des achats et des approvisionnements, création de capacités locales de formation dans ce domaine à l'intention des entreprises, et contribution à la création d'associations nationales de gestion des achats et des approvisionnements dans les trois pays.	Des capacités de formation à la gestion des achats et des approvisionnements internationaux ont été développées dans deux institutions du Pérou, trois de Bolivie et quatre de Colombie.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Développement des ressources humaines et des entreprises pour le commerce extérieur en Amérique centrale – Phase II. RLA/81/01A. Norvège/Suède	Contribution au développement d'une capacité permanente d'appui à la mise en valeur des ressources humaines et au développement des PME à El Salvador, au Honduras et au Nicaragua. Développement d'un réseau de formateurs et de consultants en Amérique centrale et étude de faisabilité relative à la formulation d'un projet pilote de réduction de la pauvreté par les exportations pour les petits et moyens producteurs de café du Guatemala.	Un programme de certification pour les consultants a été développé à El Salvador. La base régionale est désormais autonome. Les programmes ExportPyme continuent sans financement du CCI.
PROJETS INTERREGIONAUX ET GLOBAUX		
Projet visant à promouvoir une plus grande participation des pays en développement à l'AGCS. INT/20/93A. Canada	Le projet vise à entreprendre des études afin d'évaluer la capacité du secteur des services dans les 10 pays sélectionnés et de former les officiels des gouvernements aux implications de l'AGCS.	Le programme a fourni une assistance technique pour promouvoir une plus grande participation des pays en développement aux négociations de l'AGCS de l'OMC. Des études de capacité du secteur des services ont été entreprises dans 10 pays en développement, en consultation avec des partenaires des services. Au terme de celles-ci, des rapports confidentiels, spécifiques à chaque pays, ont été remis aux pays concernés. Les rapports détaillaient les exportations actuelles de services, la capacité nationale d'exportation de services, ainsi que les défis en matière de services et les besoins en assistance. Un atelier a été organisé à Genève afin d'étudier les observations de ces rapports et de discuter des thèmes relatifs à l'AGCS. Dans l'étude post projet du CCI, les récipiendaires ont déclaré que l'initiative était utile d'une aide directe pour leur participation aux négociations. Ils ont souligné qu'un des résultats principaux du projet avait été le renforcement de leurs connaissances concernant leur économie de services.
Volumen accompagnant les Guides des affaires. INT/23/01A. Secrétariat du Commonwealth	Ce projet couvre les travaux préparatoires pour une publication conjointe du CCI/Secrétariat du Commonwealth sur les mesures commerciales correctives.	Les principales réalisations de 2004 ont été les suivantes : • Rédaction d'un volume accompagnant le <i>Guide à l'intention des entreprises : Le système commercial mondial</i> traitant des mesures commerciales correctives. • Organisation en octobre 2004 à Genève d'un atelier inter agences sur l'Accès aux médicaments et aux produits pharmaceutiques/médicaments génériques dans les pays en développement du Commonwealth disposant de peu ou d'aucune capacités de production.
Développement des exportations de produits de l'agriculture biologique en provenance de PMA et d'autres pays en développement à faible revenu. INT/24/83A. Danemark	Ce projet fournit une assistance technique aux PMA et à d'autres pays en développement à faible revenu, y compris les réseaux (groupes régionaux) de pays en développement, leur permettant de mettre en place des exportations durables de produits issus de l'agriculture biologique, en particulier les aliments et les boissons. Cela implique le renforcement des capacités en matière de certification, de marketing à l'exportation, de recherche et de connaissance de marché, en utilisant au maximum les systèmes de communication électroniques, y compris Internet.	Les exportateurs ont été formés à la production d'épices organiques. Des exportations importantes ont pu être réalisées et les produits fabriqués étaient conformes aux exigences du marché.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Guide du café : Site Internet et promotion. INT/24/84A. Danemark	Développement d'un site Internet interactif sur le café avec un service de questions-réponses.	Les principales réalisations de 2004 ont été les suivantes : - Le Guide du Café (publié en anglais fin 2002, en français/espagnol en 2003) a été sponsorisé par le Danemark. Il s'agissait de la publication la plus demandée du CCI en 2003, et les demandes sont restées fortes en 2004, suite à des opérations importantes de promotion du guide. - Le texte du guide constitue la base d développement du site Internet du café du CCI, avec un service de questions-réponses (objet de ce projet). - Les fonds ont été principalement utilisés pour rémunérer les consultants ayant adapté et mis à jour les textes (presque 500 boîtes de texte) en trois langues. - L'ouverture du site Internet du café est prévu pour mars 2005, avec un financement de la Suisse (seco).
Aspects juridiques du commerce extérieur. INT/27/07A. France	Ce projet vise essentiellement à : - Diffuser de manière systématique, par le biais d'institutions nationales pour le commerce, des textes juridiques, des modèles de contrat, des services de résolution des litiges commerciaux etc. relatifs à la législation du commerce international. - Concevoir des modèles de contrats applicables dans le monde entier pour les PME, selon les besoins; - Optimiser le rôle des centres d'arbitrage commerciaux, en se concentrant en particulier sur les différents de faible ampleur. - Assister les efforts visant l'harmonisation régionale des législations commerciales; - Assister la réforme de la législation commerciale des pays spécifiques dans lesquels une telle réforme est requise d'urgence par la communauté des affaires. - Conseiller et aider les communautés nationales des affaires et les gouvernements dans la mise à jour de leur ratification des principaux traités internationaux relatifs au commerce. - Permettre la création d'associations d'avocats d'affaires.	En 2004, le projet a effectué les réalisations principales suivantes : - Lega Carta (base de données d'assistance technique sur les Traités commerciaux multilatéraux) : lancé lors de la réunion interinstitutionnelle à Genève (CNUDCI, Conférence de La Haye de droit international privé, OMC, UNIDROIT, CNUCED au niveau exécutif); présenté lors la réunion de gestion du programme JTAP (module 5) à Genève, et à la Banque mondiale, au MIGA et au CIRDI à Washington. La banque de données a été largement améliorée ainsi que la rubrique concernant les traités multilatéraux. Coopération est en cours avec diverses autres institutions. La présentation de Lega Carta a été effectuée lors de 6^{ème} Conférence internationale sur le droit et l'Internet. - Juris International (site Internet de droit commercial): N°1 sur Google pour les contrats internationaux en français, anglais et espagnol. A augmenté son audience dans les pays hispanophones. <i>Contrats-types du CCI pour les joint ventures contractuelles</i>, en français, en anglais et en espagnol. - Arbitrage et services de médiation : dans le cadre d'une première pour l'arbitrage et la médiation, le CCI a rassemblé plus de 60 directeurs de centres de 50 pays en développement lors d'un symposium à Chamonix, France (septembre 2004) traitant de la manière de renforcer leurs services. Outre plusieurs nouveaux centres, certaines des institutions les plus reconnues du monde étaient présentes, y compris la Chambre de commerce internationale, la Fédération internationale des institutions d'arbitrage commercial, et la Commission des Nations Unies sur le droit commercial international. Suite à la réunion, un réseau de coopération Sud-Sud a été créé et les premiers projets de coopération ont été mis au point concernant la région de l'Afrique australe. Deux nouvelles co-publications sur le manuel de l'arbitrage ont été réalisées. De même Finance et arbitrage pour les pays arabes. Un Symposium International organisé au Centre tunisien d'arbitrage (mai 2004) a réuni 350 participants du Moyen Orient et des pays du Maghreb.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
		• Réforme du droit commercial de Haïti : reprise des travaux et finalisation de la Loi commerciale générale et sections relatives à l'arbitrage. Réunions avec la BID et le Ministère du commerce de Haïti pour la poursuite du projet. • Harmonisation régionale du droit commercial au Maghreb : définition d'une stratégie, et première réunion d'experts d'Algérie, du Maroc et de Tunisie (Genève). • Partenariats public-privé : en préparation du Forum exécutif de Montreux, rédaction d'un modèle de cadre légal pour la création d'un conseil national d'exportation (modèle de loi et commentaire), et présentation à Montreux (septembre 2004). • E-Law : organisation de la participation du CCI au forum asiatique sur le droit électronique en Thaïlande. • Publication d'articles dans les deux derniers numéros du magazine <i>Forum du commerce international</i> du CCI.
Conseiller en gestion de approvisionnement importées. INT/27/08A. France	Ce projet vise : • Le renforcement de la capacité à l'exportation des petites et moyennes entreprises par l'amélioration de leurs techniques et compétences de gestion des achats et de gestion de la chaîne d'approvisionnement par le biais de formation et de conseils. • L'amélioration des opérations de passation de marchés publics afin d'obtenir un bon « rapport qualité-prix » grâce à la communication des bonnes pratiques, puis grâce à la formation consécutive et à la prestations de services consultatifs aux acheteurs publics.	Conception et mise en œuvre réussies de projets de conseils et de formation en IPSM déployés dans des économies en transition de l'Europe orientale et des pays en développement d'Afrique et d'Asie (Indochine). Conception et mise en œuvre de composants IPSM inclus dans les projets du CCI.
Fonds de la francophonie d'intégration des pays moins avancés (PMA). INT/28/04A. Agence intergouvernementale de la francophonie	Le projet vise à aider les PMA francophones à participer au Cadre Intégré. Les objectifs principaux sont les suivants : • Intégrer les PMA dans le système commercial multilatéral; • Donner au commerce une place centrale dans les plans de développement des PMA; et • Concevoir pour les PMA une assistance technique liée au commerce.	Grâce à ce projet, un grand nombre de PMA francophones ont pu bénéficier du cadre intégré, notamment le Burundi, Djibouti, la Guinée, Madagascar, le Rwanda, São Tomé-et-Principe et le Sénégal. Plusieurs projets de suivi sont en cours de formulation et d'exécution.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Méditerranée 2000 : appui aux PME pour la compétitivité et l'accès au financement du commerce. INT/37/13A. Italie	Programme commun de la CNUCED, de l'ISO et du CCI qui vise à stimuler la compétitivité des PME dans 10 pays en développement du bassin méditerranéen et de la Corne de l'Afrique. La contribution du CCI consiste à améliorer la compétitivité des PME ainsi que leur accès aux moyens de financement. Par la formation et l'emploi d'outils spécialement conçus, le CCI aide les PME à aborder correctement les questions relatives au crédit et à obtenir des prêts bancaires; il adapte des guides pratiques tels que <i>Les clés de l'exportation</i> , <i>Comment approcher les banques</i> et <i>Les clés du commerce électronique</i> aux différents pays; il rend les banques mieux à même d'analyser et de satisfaire les demandes de crédit faites par les PME. Le programme prévoit également, à l'intention des chefs d'entreprise, des activités de renforcement de capacités axées sur le financement, la compétitivité et le commerce électronique.	La préparation d'outils de formation en anglais et en français a été achevée : • Entrepreneurs et financement (accès aux crédits bancaires et préparation de plans commerciaux); • Banque et établissements financiers (évaluation de crédit et notation de crédit); • Assurance et garanties de crédit (mise en place d'une institution, gestion du risque, constitution d'un portefeuille, re-assurance d'un portefeuille). Ce module est momentanément disponible qu'en anglais. Les deux manifestations de renforcement des capacités prévues en Tunisie ont bien eu lieu et ont suscité une attention considérable. Dans le domaine de l'assurance de crédit, un comité regroupant toutes les institutions africaines actives dans ce secteur a été créé à l'initiative du CCI sous les auspices de l'Organisation africaine des assurances. La mise à réseau a commencé au Maroc, et deux ateliers sur le financement destinés aux chefs d'entreprises commerciales ont été organisés et lancés pour février 2005.
Financements innovants liés au commerce pour les PME. INT/37/15A. Italie	Le projet vise à analyser la manière d'améliorer l'accès des PME au financement lié au commerce dans les pays en développement et les économies en transition, et ce par le biais de programmes et d'outils innovants. Le projet comprend : • Un rapport sur les faiblesses principales des programmes et mécanismes existants, ainsi que des recommandations sur des méthodes innovantes spécifiques visant à fournir un appui concret aux PME. • Une publication sur les procédures et les mécanismes en opération dans des institutions les plus performants afin d'améliorer et de compléter l'offre de schémas de financement au commerce efficaces facilitant l'accès au financement des PME.	Des travaux de recherche et des contributions ont été reçus de la part de consultants régionaux, puis examinés et incorporés dans le document principal. Le manuscrit a été achevé et les travaux finaux de correction et de formatage sont bien avancés. Les dernières vérifications par le comité de vérification sont en cours, et la publication de l'ouvrage, intitulé « Le financement pour le commerce », est prévue pour le premier trimestre 2005.
Service des nouvelles sur les marchés pour les fleurs coupées et les plantes tropicales ornementales. INT/47/49A. Pays-Bas	Le Service de nouvelles sur les marchés (MNS) contribue à la mise au point d'un ensemble d'informations de marché pour l'application Product Map, et ce sur une base hebdomadaire, bihebdomadaire et mensuelle, pour les marchés des fleurs coupées et des plantes tropicales ornementales, les matières de base pharmaceutiques, les fruits et légumes tropicaux hors saison, les plantes médicinales, les épices, les fines herbes et les graines germées, et le jus de fruit. Les informations fournies sur chaque produit comprennent les prix pratiqués sur les marchés ciblés, la description de l'évolution de la demande du marché, les nouvelles du secteur, les principales foires commerciales, et une analyse ciblée des flux commerciaux. L'information est spécifiquement conçue afin d'aider les partenaires clés des pays en développement et des pays les moins avancés, y compris les institutions de soutien du commerce, les producteurs, les exportateurs et les négociants.	La portée du projet a été étendue afin de couvrir non seulement les fleurs coupées et les plantes tropicales ornementales (60 % du financement), mais aussi les plantes médicinales, les matières de base pharmaceutiques, et les fruits et légumes (représentant ensemble 40 % du financement). Les réalisations du projet sont nombreuses – plus de 120 bulletins sur les fleurs coupées pour les seuls marchés des Etats-Unis, de l'Union Européenne et asiatiques (le service a été interrompu pour les Etats-Unis courant 2004 car ce marché est maintenant couvert par d'autres sources). MNS continue d'être une référence clé d'informations crédibles sur les prix et les marchés pour les producteurs des pays en développement et pour les spécialistes de secteur partout dans le monde. Les consultants du MNS ont également fourni un appui important aux projets de coopération technique du CCI, et ont continué le partenariat avec l'OMS sur les thèmes principaux des produits pharmaceutiques génériques. L'intégration au portail d'informations de marché Product Map a augmenté l'accès à tous les rapports, les portails des fruits et légumes et des fleurs coupées comptant parmi les 5 portails les plus visités sur les 72 disponibles.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Suivi de Market Intel visant à améliorer le système d'information sur les marchés d'OPC sélectionnés. INT/47/73A. Pays-Bas	Après avoir recensé les forces et les faiblesses de la capacité d'information commerciale des institutions ayant participé au programme de séminaires Market Intel organisés dans le cadre de l'Initiative CBI (2000-2004), ce projet répond aux demandes de suivi formulées par les institutions participantes et vise à renforcer leur gestion de l'informations et la capacité de leur service d'information.	Toute une série de services d'appui, y compris des services consultatifs, des programmes de formation et de développement des ressources d'information, a été fournie aux 6 organisations bénéficiaires sélectionnées pour le projet en 2004. Des services consultatifs et de formation ont été délivrés à JOBS (Bangladesh), Expolink (Egypte), au Département éthiopien pour la promotion des exportations, et à la Fondation de Cebu pour les Industries de l'ameublement (Philippines). Les ressources d'information de ces deux dernières institutions ont été renforcées. Les responsables de l'information du Conseil ghanéen de Promotion des exportations et du Centre pour l'information commerciale du Kenya ont aussi pu participer au programme de formation à la gestion de l'information dispensé par le CCI.
PACKit –Le kit d'informations intégré sur les emballages d'exportation, destiné aux pays en développement. INT/47/75A. Pays-Bas	L'objectif est de fournir aux institutions partenaires un ensemble de modules d'informations PACKit, prêt à être utilisé par les institutions d'emballage et les prestataires d'assistance commerciale. Le Kit est constitué des descriptifs indépendants, lesquels peuvent être combinés de diverses manières afin de répondre aux intérêts des groupes spécifiques d'utilisateurs : Les descriptifs modulaires présentent des informations d'emballage se répartissant en quatre catégories : les produits et leurs exigences d'emballage; les différents matériaux d'emballage; les exigences du marché ciblé et les profils de l'industrie de l'emballage dans les pays en développement et les économies en transition.	Des modules PACKit ont été mis au point pour : la santé, la sécurité et l'environnement, le transport, le marketing, le design, le poisson et les fruits de mer, les graines oléagineuses, les meubles, les produits alimentaires, les fines herbes et les épices, et les produits naturels.
Suivi de la Table Ronde du secteur des affaires : préparation d'une feuille de route de l'exportation pour les entreprises des PMA. INT/47/76A. Pays-Bas	Le projet vise à établir les descriptifs technico-économiques de deux secteurs de produits, la pêche et l'horticulture, avec pour objectif de fournir une assistance aux entreprises cherchant, dans ces deux secteurs, à produire ces produits et à les exporter.	Les deux versions génériques de la feuille de route ont été terminées.
Renforcement de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies de développement commercial au Sri Lanka, en Ethiopie et en Jordanie. INT/47/81A. Pays-Bas	Le projet est conçu afin de développer la capacité des institutions d'appui au commerce du Sri Lanka, de l'Ethiopie et de la Jordanie à effectuer des analyses de marchés venant soutenir le développement du commerce international. Le projet facilite l'accès de ces pays à deux outils d'analyse de marché du CCI, TradeMap et Product Map, lesquels ont été conçus afin d'aider à l'analyse des flux commerciaux internationaux, à la recherche en matière d'accès au marché et à la collecte de données sectorielles de marché. Les activités de formation organisées dans ce pays permettent aux partenaires locaux et au secteur des affaires d'utiliser de manière efficace les outils d'analyse de marché, et de renforcer les capacités locales dans les domaines suivants : comparaison des performances commerciales nationales, identification des marchés et des secteurs prioritaires de la promotion commerciale, évaluation du potentiel commercial bilatéral et analyse des obstacles à l'accès au marché.	En 2004, le projet a mis en place et lancé TradeMap au Sri Lanka et a organisé un atelier de formation pour les utilisateurs, en collaboration avec la Chambre de commerce de Ceylan. Le projet a établi une collaboration avec la Chambre de commerce d'Addis Abeba en Ethiopie, signé un protocole d'accord pour la création d'un partenariat, et programmé le lancement d'un atelier. Le projet a déjà identifié et initié le processus de mise en place de partenariats TradeMap et ProductMap en Jordanie (Association des exportateurs de Jordanie et JEDCO).

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Renforcement des capacités au sein des PME, des IAC et des Gouvernements afin de promouvoir l'exportation des services en provenance de pays africains francophones sélectionnés. INT/50/45A. Norvège	Le projet étudie la capacité et la demande du secteur des services, crée la capacité exportatrice des PME, propose des ateliers de formation des formateurs aux associations, assiste les gouvernements dans la promotion des services et organise des activités visant à encourager la mise en réseau et le commerce intrarégional.	En 2004, les trois pays bénéficiaires (Cameroun, Maroc et Tunisie) ont rejoint le réseau ServiceExportNet et ont rédigé des rapports sur les activités, leurs réalisations et les besoins liés à la promotion du commerce des services dans leurs pays respectifs. Ce matériel d'analyse est utilisé pour mettre au point des solutions et des outils sur mesure pour ces pays.
Forum exécutif sur les stratégies nationales d'exportation- 2004. INT/61/95A. Suisse	Organisation du Forum Exécutif 2004 sur le thème « La compétitivité par le biais d'un partenariat des secteurs public et privé : réussites et enseignements du passé »; remaniement du site Internet du Forum Exécutif avec notamment l'introduction d'un service basé sur Internet pour l'application des outils du Forum Exécutif et la mise en place d'un service d'aide.	D'un côté, le programme a consolidé les connaissances de plus de 40 équipes de stratégie, familiarisées avec les « meilleures pratiques » en matière de stratégie exportatrice, dans les domaines de la création de partenariats des secteurs public et privé, de la conception de stratégies sectorielles et de répartition en groupe (« clustering » des exportations). Par ailleurs, des initiatives de conception de stratégies au niveau national ont enregistré des progrès (Belize, Cambodge, Kirghizistan, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Roumanie, Sainte-Lucie, Uruguay, Viet Nam).
Le secteur des affaires et le développement. INT/74/01A Etats-Unis d'Amérique	L'initiative « Le secteur des affaires et le développement » du CCI vise à promouvoir les objectifs fondamentaux de la Déclaration de Doha qui place le développement économique au centre de son Programme de travail. Cet objectif ne peut cependant pas être atteint sans le renforcement du système commercial multilatéral et sans une plus grande intégration des pays en développement à ce système. Par conséquent, l'initiative vise à contribuer à la reprise urgente des négociations de l'OMC. L'initiative « Le secteur des affaires et le développement » cherche à atteindre son objectif par l'organisation de réunions régionales en Afrique de l'Est et Australe, en Afrique occidentale, en Asie, en Amérique latine et les Caraïbes, et en Europe centrale et orientale. Des équipes nationales composées de deux leaders du monde des affaires et d'un représentant du Gouvernement seront invitées à ces manifestations. L'ordre du jour des réunions est adapté aux priorités et préoccupations spécifiques du monde des affaires de la région concernée, y compris les aspects régionaux et bilatéraux des relations commerciales. Toutes les réunions traitent des questions en suspens les plus importants du Cycle du développement de Doha, examinent les positions de base adoptées par les pays de la région d'un point de vue commercial, fournissent une plate-forme permettant d'exprimer des intérêts commerciaux spécifiques à la reprise des négociations et au renforcement du SCM.	En 2004, quatre réunions régionales ont été organisées avec succès : • En Afrique de l'est et australe (Nairobi, Kenya en mars); • En Europe centrale et orientale (Sofia, Bulgarie en mai); • En Amérique latine et les Caraïbes (Rio de Janeiro, Brésil en juin); et • Asie et Moyen Orient (Manille, Philippines en octobre). Les discussions se sont concentrées sur les implications pour le monde des affaires des négociations de l'OMC sur : • L'agriculture; • L'accès aux marchés pour les produits non agricoles (NAMA); • Les services; • Le textile et vêtement; • Le traitement spécial et différentiel; • La facilitation du commerce; • L'interaction entre le bilatéralisme/le régionalisme et le SCM; • La défense des droits des entreprises. Les participants ont préparé pour toutes ces rencontres des rapports sur les thèmes concernant le SCM dans leurs domaines respectifs de spécialisation. Les quatre rencontres ont réuni au total quelques 200 leaders économiques, 100 décideurs des gouvernements, et des négociateurs clés du commerce provenant de 69 pays en développement et d'économies de transition. La plateforme de mise à réseau du World Trade Net, comme ses équipes d'experts et sa documentation sur mesure, ont représenté la base de ces rencontres.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Développement et mise en œuvre pilote d'une Méthodologie d'évaluation de la performance de la passation des marchés publics. INT/95/09A. Banque mondiale	Le Comité d'assistance au développement (CAD) de l'OCDE et la Banque mondiale ont lancé une initiative importante visant à mettre au point de meilleurs outils et techniques pour l'amélioration des capacités de passation des marchés dans les pays en développement, lors d'une table ronde organisée au siège de l'OCDE à Paris en janvier 2003. Quatre groupes de travail ont été organisés avec les objectifs suivants : • Comment renforcer l'intégration la passation des marchés publics dans les pays en développement, c'est-à-dire comment en faire une composante plus stratégique dans le contexte plus large de la gestion des approvisionnements et de la gouvernance; • Comment mettre à point des outils et des techniques plus efficaces et durables de renforcement des capacités de passation des marchés; • Comment établir un benchmarking ou des normes pouvant être utilisés afin de mesurer la validité des systèmes existants de passation des marchés publics • Comment s'assurer que les activités de passation des marchés en cours puissent être contrôlées et évaluées de manière efficace au fil du temps afin de rassurer les gouvernements et les donateurs sur le fait que la qualité de la passation des marchés répond toujours aux normes souhaitées. Au cours d'une deuxième table ronde organisée à Kampala en février 2004, les participants sont convenus de confier la tâche au CCI de mettre au point un système de supervision de la passation des marchés publics et une méthodologie d'évaluation, dans le cadre du quatrième groupe de travail.	Grâce au co-financement de la Banque mondiale, et dans le contexte de l'initiative de la Table ronde OCDE/CAD – Banque mondiale sur le Renforcement des capacités de passation des marchés dans les pays en développement, le CCI a mis au point – en partenariat avec trois pays (Madagascar, Maroc et Ouganda), une méthodologie permettant de mesurer et de superviser la performance de la passation des marchés dans le secteur public. Cette méthodologie a été adaptée et intégrée dans le cadre plus large des propositions et recommandations faites par la troisième et dernière Table Ronde OCDE/CAD- Banque mondiale inscrite dans le contexte de cette initiative, et il est prévu qu'elle débouche sur des applications pilotes dans les pays.
Fonds renouvelable pour les matériels de formation en gestion des achats et des approvisionnements internationaux (IPSM). INT/R1/01A. Fonds renouvelable. IPSM	Le Fonds sert à mettre au point des outils techniques permettant aux économies en développement et en transition de parvenir à une utilisation plus économique des ressources de change étrangères investies dans l'achat et l'approvisionnement de biens et services importés. Les outils comprennent des packs de formation, des simulations basées sur ordinateur, des livres, des périodiques, et des matériaux audio-visuels, en particulier le Système de formation modulaire (SFM) et le Système de formation à la passation des marchés publics.	En 2004, le Fonds renouvelable pour les matériaux de formation en gestion des achats et des approvisionnements internationaux (IPSM) a soutenu la processus d'amélioration de SHAPE – la méthodologie du CCI pour le développement de stratégies sectorielles basée sur une approche de la chaîne de valeur- venant ainsi compléter le financement du projet. Il a aussi servi à fournir des matériels techniques et de formation aux institutions partenaires du Système de formation modulaire (SFM) et du réseau IPSM, contribuant ainsi à la mise en œuvre des programmes de formation dans ce domaine partout dans le monde. Le fonds a aussi contribué à l'organisation de la première table ronde du réseau SFM-IPSCM au Caire, ainsi qu'au développement du site Internet LearningNet soutenant ce réseau.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Fonds renouvelable pour l'analyse des flux commerciaux et la recherche de marché. INT/R2/01A. Fonds renouvelable SAM	Le Fonds renouvelable pour l'analyse des flux commerciaux et la recherche de marché a été créé pour appuyer le développement et la distribution des outils et services d'analyse de marché du CCI. Cela comprend le développement et la maintenance des portails d'analyse de marché basés sur Internet TradeMap et ProductMap, et des outils basés sur CD Market Access et PC-TAS. Le Fonds soutient également fortement le renforcement des capacités des utilisateurs, notamment en matière d'application des outils à la promotion du commerce, le développement de stratégies commerciales, le marketing et la stratégie commerciale. Enfin, le Fonds renouvelable apporte son soutien à des études individuelles pour des clients se concentrant sur des domaines d'un intérêt spécifique, tels que l'identification des secteurs prioritaires de la promotion du commerce, l'analyse des conditions d'accès au marché de pays particuliers, l'assistance aux donateurs pour un meilleur ciblage de l'assistance technique, et l'analyse des effets des préférences commerciales.	Le Fonds renouvelable du SAM fournit un financement (avec un financement complémentaire d'autres projets) pour le développement, la maintenance et la distribution de la série d'outils d'analyse de marché du SAM : TradeMap, Product Map et Market Access Map. Le fonds renouvelable du SAM a eu les résultats suivants en 2004 : • Poursuite de l'augmentation du nombre de pays partenaires de TradeMap à 45 pays; • Consolidation du nombre de pays partenaires de distribution de ProductMap à 25 pays; • Lancement en ligne (avec financement du premier compte) de Market Access Map, une banque d'informations sur les droits de douane, aujourd'hui reconnue par les partenaires clé comme une référence mondiale; • Plus de 79 manifestations de renforcement des capacités (sur les 87 au total du SAM) organisées dans le monde pour l'utilisation des outils d'analyse de marché et le processus d'analyse; • Nombreuses contributions à des forums mondiaux, notamment sur les mesures du commerce, l'analyse du marché, les conditions d'accès au marché; • Plusieurs études spécifiques réalisées pour des clients, notamment sur les conditions d'accès au marché; • Nombreux efforts de développement de produits. En termes d'impact, le Fonds renouvelable a financé la formation de 2 200 participants (sur le total des 2 600 participants au SAM), et a permis une augmentation de l'accès aux données d'analyse de marché, comme le prouvent les statistiques mondiales d'utilisation des outils, notamment les 4 500 visites mensuelles aux sites trademap.org et trademap-usaid.org combinés (et beaucoup plus aux sites nationaux), 8500 visites mensuelles au site Product Map, et l'utilisation d'au moins un outil du SAL dans 128 pays du monde. Le Fonds renouvelable a aussi appuyé le développement et le lancement de la première génération de Investment Map en collaboration avec la CNUCED.
Evaluation externe du Programme du CCI « Strategic of Operational Market Research »: Cette évaluation interne de SAM a été finalisée en 2004. Elle a reconnu que les produits et services mis au point par SAM facilitaient l'intégration des économies en développement au système de commerce mondial, et augmentaient la transparence des informations commerciales et d'accès au marché. L'évaluation a recommandé que le SAM continue à permettre aux entreprises et aux agences d'avoir accès aux données d'analyse de marché, et d'étendre sa portée à de nouveaux outils, notamment Market Access Map et Investment Map. Fonds renouvelable pour le système d'information commerciale. INT/R3/01A. Fonds renouvelable TIC	Le Fonds renouvelable vise : • La production et la vente d'outils d'information d'intérêt général; • La production de matériaux de formation sur-mesure et de produits d'information (y compris des sites Internet et des CD-ROM); • L'organisation de manifestations de formation, à la demande, sur les sources et la gestion des informations commerciales.	Les principales applications en 2004 ont été les suivantes : • Le logiciel OPC a été révisé/mis à jour et des CD-ROM ont été vendus; • Un nouveau programme de formation a été conçu et mis en œuvre; • Des services sur-mesure ont été mis au point à la demande et financés par les organisations partenaires (contributions en liquide) ou par des projets (transferts de fonds).

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Fonds renouvelable du BAS sur le Système commercial mondial. INT/R5/01A. Fonds renouvelable – Informations commerciales sur le SCM	Afin de soutenir les membres du réseau dans la conception et la fourniture de services pertinents et à jour sur le cadre légal à l'évolution rapide, le CCI a mis au point, mis à jour et distribué, dans le cadre de programme de coopération technique, une vaste gamme d'informations, de matériels de référence et de formation sur les thèmes liés à l'OMC. Le Fonds appuie la poursuite de la recherche dans ce domaine, la mise à jour régulière et la distribution d'information commerciale sur le système du commerce mondial.	Le Fonds renouvelable du BAS sur le Système du commerce mondial a réalisé en 2004 : • La préparation du <i>Guide commercial des solutions commerciales au Brésil : législations, pratiques et procédures anti-dumping, anti-subsventions et protectionnistes</i>; • Mise à jour du <i>Guide Commercial sur les solutions commerciales dans la Communauté Européenne</i> : législations, pratiques et procédures anti-dumping, anti-subsventions et protectionnistes; • Mise à jour du <i>Guide Commercial sur les solutions commerciales aux Etats-Unis</i> : législations, pratiques et procédures anti-dumping, anti-subsventions et protectionnistes;
Fonds renouvelable pour la promotion du commerce Sud-Sud. INT/R6/01A. Fonds renouvelable – SSTP	Compte spécifique pour des projets indépendants, en particulier les projets impliquant les segments spécifiques de la promotion du commerce Sud-Sud de la méthodologie en trois étapes, comme les services de mise en contact et les ateliers de sélection de produits.	En 2004, la mobilisation du Fonds renouvelable pour la Promotion du commerce Sud-Sud a servi à la stratégie SSTP pour fournir des services indépendants aux institutions d'appui au commerce, aux agences gouvernementales, aux organisations intergouvernementales et aux autres institutions, aussi bien publiques que privées, y compris des services de mise en relation, des ateliers de sélection des produits, des séminaires de formation, des publications sur-mesure, etc. Un premier projet de mise en relation a eu lieu en Jordanie en 2004; trois autres sont prévus pour 2005.
Meet in Africa INT/S1/01A. Compte Spécial – « Meet in Africa » <i>et</i> Programme de développement intégré du secteur du cuir en Afrique. RAF/47/72A. Pays-Bas	Le programme repose sur deux composantes principales : Meet in Africa et Leatherline. Il couvre plusieurs groupes d'activités complémentaires indépendantes : • Préparation et mise en œuvre de la quatrième foire Meet in Africa afin de favoriser le commerce intra africain et les importations africaines vers les marchés internationaux. • Amélioration du Site Internet pour les peaux, cuirs et produits en cuir africains. • Création et renforcement des capacités des institutions sectorielles aux niveaux national, sous-régional et régional, et promotion de leur mise à réseau, en particulier de la Fédération Africaine du Cuir et des Industries Connexes (FACIC). • Sensibilisation au potentiel commercial des PME et développement de la compétitivité des entreprises. Site Internet : www.intracen.org/leather	Meet in Africa a eu lieu en octobre 2004 à Addis Abeba. La foire exposition a accueilli 270 exposants venant de 20 pays différents, y compris 55 exposants internationaux. Cette 4 ^{ème} MIA a attiré environ 2 200 visiteurs professionnels de plus de 30 pays différents d'Afrique, d'Europe et des Amériques. Afin de pouvoir profiter de tout le potentiel de la rencontre, les participants ont reçu un calendrier de rendez-vous et un « Trade Leads Line-up », c'est-à-dire une liste complète des partenaires commerciaux potentiels. Une publication contenant les informations pertinentes et 225 profils d'entreprises ont été distribués à chaque participant. Une étude menée auprès de plus d'un tiers de exposants a montré qu'un montant total d'affaires de US\$ 25 millions avait été négocié grâce à la foire et aux rencontres acheteurs-vendeurs. La manifestation accueillait également l'Assemblée générale de la Fédération africaine du cuir et des industries connexes (FACIC), qui a marqué un tournant dans l'histoire de la Fédération : une nouvelle équipe de direction a été nommée et des décisions ont été prises relatives à un nouveau Secrétariat et à une nouvelle stratégie/ un nouveau plan commercial devant être terminé sous six mois. Ces modifications ont été effectuées car la FACIC devient responsable de l'organisation de la prochaine Meet in Africa qui se tiendra au Caire en 2006. Leatherline a enregistré plus de 110 000 visites au cours de l'année, avec une augmentation nette et constante de popularité, atteignant 30 000 visites en un seul mois (décembre). Les utilisateurs des pays en développement ont exprimé leur vive satisfaction du site Internet, qui a comblé un manque d'information très important, et demandent une expansion du site afin de fournir des informations relatives à d'autres marchés.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
Evaluation RAF/47/72A : Cette évaluation comprenait deux phases et a été terminée dans l'année : la Phase I, qui a été sous-traitée à la Fédération Africaine du Cuir et des Industries Connexes (FACIC), consistait en une étude sur le terrain afin d'évaluer l'impact de Meet in Africa à ce jour, le rôle actuel et futur de la FACIC, et les conditions nécessaires pour transformer Meet in Africa en un événement africain et autonome. Le rapport a été remis par la FACIC. Au cours de la Phase II, un évaluateur international indépendant a validé et complété les résultats de l'étude de la FACIC, puis remis son rapport final.	Le JITAP est un programme de création de capacité pour le système commercial multilatéral (SCM) à pays et à agence multiples. Après une première phase réussie de JITAP (1998 –2002), une seconde phase a été lancée en février 2003. Les objectifs du programme sont de créer la capacité et de renforcer la base de connaissance nationale sur le système commercial multilatéral (SCM) dans des pays partenaires afin de permettre : • Une participation plus efficace aux négociations commerciales, la mise en œuvre des accords de l'OMC, et la formulation des politiques commerciales, ainsi que des stratégies et des positions de négociation; • L'amélioration des capacités de l'offre et de la connaissance du marché de l'exportation et des entreprises prêtes pour l'exportation, bénéficiant des opportunités commerciales qui résultent d'un meilleur accès au marché dans le cadre du SCM. Site Internet : www.jitap.org	En 2004, la structure organisationnelle a été consolidée et des progrès considérables ont été faits dans la fourniture des kits d'outils aux pays pour trois des cinq modules du programme : • Des Comités nationaux de pilotage (NSC) ont été mis en place dans les pays ayant rejoint la seconde phase; • Les 16 documents de projet ont été préparés localement et approuvés, permettant aux NSC de formuler des projets d'ATLC et de s'approprier l'initiative; • Douze des 16 documents de projet ont été signés; • Des centres de références et des points d'information nationaux ont été mis en place dans tous les pays, ainsi que des équipes de stratégie homologues visant à conduire le processus de formulation des stratégies sectorielles; • Deux rapports sur l'état d'avancement ont été préparés en 2004 (disponibles sur www.jitap.org).
JITAP II – Composante CCI de JITAP RAF/D/2/53A. Fonds commun d'affectation spéciale (Phase II)	L'objectif de JITAP II est d'établir et de renforcer la capacité des pays africains choisis à intégrer le système commercial multilatéral (SCM). Plus spécifiquement, la capacité dans les pays partenaires doit être créée ou renforcée dans trois domaines principaux : • Négociations commerciales, mise en œuvre des accords de l'OMC, et formulation de politique commerciale; • Base nationale de connaissance sur le SCM; • La capacité de l'offre et la connaissance de marché à l'exportation et des entreprises prêtes pour l'exportation retirant des avantages des opportunités commerciales suscitées par la libéralisation commerciale dans le cadre SCM naissant.	En 2004, le projet s'est concentré sur les réalisations suivantes : • Le kit d'outils pour le module 4 sur le « Développement d'une stratégie sectorielle » a été finalisé par la CCI. Deux ateliers sous-régionaux ont été organisés afin de lancer le kit d'outils et de former les participants à son utilisation : l'un à Nairobi, Kenya, en mai, et l'autre à Cotonou, Bénin, en juillet, respectivement pour les pays anglophones et francophones. A chaque atelier participaient des équipes nationales composées de représentants du gouvernement, du secteur privé et de la société civile. Ces derniers serviraient de catalyseurs pour la distribution de kit d'outils aux partenaires nationaux concernés. • Des outils d'analyse de marché pour l'identification des secteurs prioritaires, y compris la formation à l'utilisation de ces outils, ont été fournis au Botswana, au Cameroun, au Ghana, au Mali, au Malawi, à la Mauritanie, à la Tunisie et à la Zambie. • Une étude sur les conditions d'accès aux marchés internationaux des produits tunisiens a été lancée en Tunisie.

Titre et numéro du projet, source de financement	Description du projet	Réalisations à fin 2004
	Dans le cadre de la poursuite des objectifs du programme, le CCI a eu la responsabilité majeure de la mise en oeuvre du module 4 de JITAP, à savoir les stratégies sectorielles des services et produits, lequel module vise à aider les entrepreneurs et les décideurs politiques des pays concernés à formuler des stratégies pour des secteurs spécifiques (biens et services) ayant un fort potentiel à l'exportation. Les activités de ce module devraient améliorer les capacités de l'offre et la connaissance du marché des entreprises prêtes à l'exportation afin de tirer profit, à moyen terme, des opportunités créées par la libéralisation du commerce dans le cadre du SCM naissant. En outre, le CCI contribuera à mettre en oeuvre les quatre autres modules du programme afin de s'assurer de l'implication de la communauté des affaires à toutes les activités pertinentes du JITAP.	• Des stratégies sectorielles et des plans d'actions correspondants ont été mis au point et finalisés au Kenya pour le secteur du café, et en République-Unie de Tanzanie pour le secteur du cuir. • Mise en oeuvre des actions prioritaires identifiées dans la stratégie sectorielle pour les graines oléagineuses conçue dans le cadre de JITAP I au Burkina Faso. • <i>Les clefs de l'exportation : Manuel de réponses pour les exportateurs de petite et moyenne entreprises</i> a été adapté par la Zambie. • Des ressources humaines du programme World Tr@de Net ont contribué à différentes manifestations de JITAP, comme des vidéoconférences et des ateliers sous-régionaux. • Des représentants de certains pays de JITAP ont été invités à participer au Forum Exécutif 2004. • Le CCI a participé aux ateliers sous-régionaux de lancement du kit d'outils du Module 2 et à une mission d'application au Kenya. Des formations interactives à la gestion et à la distribution des informations, ainsi qu'à l'utilisation des banques de données statistiques en ligne du CCI ont été assurées. Plusieurs publications ont été sélectionnées par le CCI afin d'être distribuées aux centres de référence pour la communauté des affaires.
OCE – Expansion intra régionale. RAS/97/761A. PNUD	L'expansion du commerce intrarégional par l'identification du potentiel commercial non exploité au sein la région de l'Organisation de coopération économique (OCE), par la mise en place des mécanismes visant à exploiter ce potentiel, en formulant une stratégie régionale d'expansion commerciale. Ce projet s'intègre à une approche cohérente ayant pour but d'aider le Secrétariat de l'OCE, et englobe l'aide apportée dans le cadre du Programme de promotion du commerce Sud-Sud du CCI. Certains fonds ont été mis à disposition par le Secrétariat de l'OCE.	Le programme a contribué à améliorer le commerce intra régional grâce aux réalisations suivantes : • Le fort déficit informatif des entreprises de la région OCE au sujet des conditions commerciales des autres états membres de l'OCE a été réduit; • Pour le secteur pharmaceutique, les résultats d'études ciblées de l'offre et de la demande, menées à l'échelle nationale, pour l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Pakistan, le Tadjikistan, la Turquie et l'Ouzbékistan, ont été remis aux décideurs de ce secteur; • 37 entreprises de la région OCE ont réalisé des ventes intra régionales d'une valeur approchant les US\$ 1,5 millions lors d'une réunion acheteurs-vendeurs à Istanbul en décembre 2004.

CCI : Votre partenaire pour le développement du commerce

Le Centre du commerce international (CCI) est l'agence de coopération technique de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), chargée des aspects opérationnels du développement des échanges axés sur l'entreprise.

Le CCI aide les économies en développement et en transition, en particulier leurs secteurs commerciaux, à exploiter au maximum leur potentiel de développement des exportations et à améliorer leurs opérations d'importation.

Les six services essentiels du CCI sont les suivants :

- ▶ Développement des produits et des marchés
- ▶ Développement de services d'appui au commerce
- ▶ Information commerciale
- ▶ Mise en valeur des ressources humaines
- ▶ Gestion des achats et approvisionnements internationaux
- ▶ Évaluation des besoins et conception de programmes



Centre du commerce international

C N U C E D / O M C

CCI : Votre partenaire pour le développement du commerce

Pour plus d'information :

Siège : CCI, 54–56, rue de Montbrillant, 1202 Genève, Suisse.

Adresse postale : CCI, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse.

Téléphone : +41 22 730 0111 *fax* : +41 22 733 4439 *e-mail* : itcreg@intracen.org *Internet* : <http://www.intracen.org>